

2016




RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Communauté de Communes du Rhône aux
Gorges de l'Ardèche / Bourg St Andéol



REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
	Identifier rapidement nos engagements clés
	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Date
Validation	23/05/2017

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2016

Madame/Monsieur le Maire/Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet de disposer des informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2016.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent au quotidien.

Nos responsables locaux sont à votre disposition pour venir vous présenter ce bilan annuel, à vous-même ainsi qu'à vos équipes.

Les services publics de l'eau et de l'assainissement sont en profonde mutation. La loi NOTRe devrait diviser par 10 le nombre d'entités organisatrices d'ici à 2020. Dans le même temps, celles-ci vont concentrer de nouvelles compétences telles que la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI), la biodiversité, la défense-incendie, l'assainissement par temps de pluie...

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont résolument engagés à vos côtés pour faire face à ces nouveaux défis. La qualité du service rendu et les solutions apportées pour répondre à ces enjeux comme la plateforme d'hypervision Waternamics ou notre accompagnement des collectivités impactées par les inondations de juin 2016 apportent un meilleur service à l'ensemble des habitants et participent à l'attractivité des territoires.

Veolia Eau France poursuit également ses efforts pour mieux répondre à vos attentes en termes de proximité.

Des centres régionaux ont été mis en place pour ancrer nos compétences au cœur des territoires. Cet ancrage garantit qualité et réactivité pour votre service. De nouveaux projets pilotes visant à renforcer encore cette proximité ont été déployés en 2016, avec la préfiguration d'organisations opérationnelles plus autonomes à l'échelle des territoires.

Par ailleurs, et au-delà d'enjeux de plus en plus partagés par l'ensemble des acteurs, comme la nécessité de faire face au vieillissement des réseaux ou, demain, à la question des perturbateurs endocriniens, le cumul de nouvelles exigences réglementaires a un impact fort sur la gestion des services. L'interdiction des coupures d'eau pour impayé pour les résidences principales, la systématisation des dégrèvements pour fuite, les obligations renforcées de repérages avant chantier sur les réseaux, la gestion du risque amiante avant travaux sont autant de sujets qui obligent à adapter les savoir-faire tout en impactant l'économie des services. Les solutions les plus adaptées à chaque situation doivent être alors déterminées localement.

Nous vous remercions de faire confiance aux femmes et aux hommes de Veolia Eau France pour le service de vos concitoyens. Ils ont à cœur de mettre la transparence, la qualité et l'innovation au centre des missions que vous leur confiez.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur le Maire/Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems
Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	9
1.1. Présentation du Contrat.....	10
1.2. L'essentiel de l'année 2016.....	13
1.3. Les indicateurs réglementaires 2016	20
1.4. Autres chiffres clés de l'année 2016	21
1.5. Le prix du service public de l'eau	23
2. LES CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION	25
2.1. Les abonnés du service	26
2.2. La satisfaction des clients.....	28
2.3. Données économiques.....	29
3. UNE ORGANISATION DE VEOLIA AU SERVICE DES CLIENTS	31
3.1. Un dispositif au service des clients	32
3.2. Présentation du Centre.....	34
3.3. Les équipes et moyens au service du territoire.....	35
3.4. Veolia, acteur local du territoire	43
4. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	45
4.1. L'inventaire des biens	46
4.2. Les indicateurs de suivi du patrimoine	50
4.3. Gestion du patrimoine	52
5. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE.....	59
5.1. La qualité de l'eau	60
5.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau	66
5.3. La maintenance du patrimoine	72
5.4. L'efficacité environnementale	80
5.5. Propositions d'amélioration du patrimoine.....	82
6. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	83
6.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	84
6.2. Situation des biens	86
6.3. Les investissements et le renouvellement.....	87
6.4. Les engagements à incidence financière	88
7. ANNEXES	91
7.1. La facture 120 m ³	92
7.2. Le bilan énergétique du patrimoine.....	96
7.3. Le contrôle de l'eau.....	98
7.4. L'empreinte environnementale	118
7.5. Annexes financières	119
7.6. Actualité réglementaire 2016	128
7.7. Glossaire.....	135
7.8. Attestations d'assurance.....	141



1. L'essentiel de l'année

1.1. Présentation du Contrat

Communauté de Communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche / Bourg St Andéol

VOUS INTERLOCUTEURS
DES PROFESSIONNELS DISPONIBLES
ET PROCHES DE VOUS

SERVICE DROME ARDECHE
Cédric MAZOYER
Responsable de Service
cedric.mazoyer@veolia.com

NORD DROME
Jean-François PUGEAT
Responsable d'Unité
jean-francois.pugeat@veolia.com

USINES ARDECHE NORD PORTE DE PROVENCE
Nicolas ECHINARD
Responsable d'Unité
nicolas.echinard@veolia.com

RESEAU ARDECHE
François BREYSSE
Responsable d'Unité
francois.breysse@veolia.com

PORTES DE PROVENCE
Philippe FORTUNE
Responsable d'Unité
philippe.fortune@veolia.com

Responsables Locaux :
Gaël BROSSETTE
Olivier REVEILLARD

Responsables Locaux :
Michel ESCUDIE
Vincent COMBOROURE

Responsables Locaux :
Julie OUGIER
Bernard BURE

Responsables Locaux :
Pierre TAULEIGNE
Francis BONDURAND



Chiffres clés



15 875

Nombre d'habitants desservis



7 820

Nombre d'abonnés
(clients)



5

Nombre d'installations de
production



20

Nombre de réservoirs



369

Longueur de réseau
(km)



307

Longueur de canalisation de
distribution (hors branchement)
(km)



75,8

Rendement de réseau (%)



152

Consommation moyenne (l/hab/j)



100,0

Taux de conformité
microbiologique (%)

Données clés

- 🔹 **Déléataire** VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- 🔹 **Périmètre du service** BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT JUST, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MARTIN D'ARDECHE, SAINT MONTAN, VIVIERS
- 🔹 **Numéro du contrat** J6310
- 🔹 **Nature du contrat** Affermage
- 🔹 **Prestations du contrat** Distribution, Gestion clientèle, Production, Cartographie
- 🔹 **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
vente	SAINT REMEZE	Vente d'eau à la Commune de Saint-Remèze

🔹 Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	08/12/2015	Gestion et traitement des DT-DICT selon la nouvelle réglementation
1	01/01/2015	Avenant de scission : compétence assumée séparément par la CC Draga et la Commune de Saint-Remèze

1.2. L'essentiel de l'année 2016

Service

🔥 Qualité de l'eau

Comme les années précédentes, les analyses réalisées par l'ARS révèlent une excellente qualité de l'eau distribuée : 100 % de conformité pour les paramètres physico-chimiques et pour les paramètres microbiologiques.

🔥 Nombre d'abonnés et volumes consommés

Le nombre de clients évolue régulièrement à la hausse..

Abonnés 2015	Abonnés 2016	Variation	Evolution
7721	7820	+99	+1 %

Trente trois nouveaux branchements ont été réalisés.



Les volumes consommés (rapportés sur 365 jours) sont en fortes baisses de 9 %.

🔥 Performance du réseau de distribution d'eau

Le rendement de réseau augmente à 75.8 %. Le rendement est supérieur à celui demandé par le Grenelle 2 qui est fixé pour la CC DRAGA à 66.83 %

131 fuites ont été réparées cette année dont 22 sur canalisation, 44 sur branchement et 65 sur poste de comptage.

COMMUNES	Fuite Branchement	Fuite réseau	Total général
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)	19	4	
GRAS(07)	2	2	
SAINT-JUST(07)	6	1	
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	8	9	
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)	5	1	
SAINT-MONTAN(07)	4	5	
Total général	44	22	66

65 fuites ont été réparées dans le poste de comptage suite à un appel abonné.

COMMUNES	Fuite après compteur	Fuite au compteur	Fuite avant compteur	Total général
BIDON	1			1
BOURG SAINT ANDEOL	2	6	16	23
GRAS	1		3	4
LARNAS			1	1
SAINT JUST		2	6	8
SAINT MARCEL D'ARDECHE		2	11	13
SAINT MARTIN D'ARDECHE	1	1	4	5
SAINT MONTAN	1	1	4	6
Total général	6	12	47	65

Cartographie des réparations de fuite, en rouge sur les canalisations, en bleu sur branchement



◆ **Objectif de performance du réseau et protection des ressources en eau**

Le décret du 27 janvier 2012, qui est l'application de l'article 161 de la Loi Grenelle II visant à améliorer les performances environnementales, impose une obligation de moyens pour réduire les pertes en eau sur les réseaux de distribution d'eau potable.

Cet objectif d'amélioration de la performance des réseaux passe par

- l'établissement de descriptifs détaillés des ouvrages de transport et de distribution d'eau suivi par l'indicateur de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (ICGPR) qui doit compter au moins 40 points (sur 120). L'ICGPR en 2015 a été de 109. **Cet objectif est donc atteint.**
- la mise en œuvre d'un plan d'action visant à réduire les pertes d'eau suivi par le rendement du réseau de distribution, qui dans le cas de votre collectivité doit au moins atteindre le seuil de 66.83 % en 2016. Le rendement de l'exercice a été de 75.82 %. **Cet objectif est donc atteint.**

🔥 Principaux travaux

Les équipements suivants ont été renouvelés par Veolia :

- Réservoir de Galibert :
 - Renouvellement des huisseries d'accès au cuve
- Réservoir de Serre de Bouc :
 - Renouvellement du système de désinfection au chlore gazeux par une désinfection par électrochloration.
- Station de reprise de Piboulette :
 - Renouvellement du système de désinfection au chlore gazeux par une désinfection par électrochloration.



- Réhabilitation du groupe de pompage N°2
- Station de reprise de Fongrand:
 - Renouvellement du groupe de pompage N°1

🔥 Propositions d'améliorations

Réseaux - Prévisions à court terme

A court terme, concernant le renouvellement des canalisations, voici la listes des rues à prévoir :

- Rue Marius Vincent, 110 m de fonte grise DN 50 à remplacer par 110 m de PEHD DN 50.
- Rue colonel Rigaud, 215 m de fonte grise DN 100 à remplacer par 215 m de Fonte DN 100
- Avenue Maréchal Juin, 70 m de fonte grise DN 100 à remplacer par 215 m de Fonte DN 100.

- Au lotissement la DERNADE, l'alimentation se fait par une canalisation posée en domaine privé. La vanne d'isolement est dans un abri de jardin. Après vérification pour connaître la situation administrative de ce lotissement, privé ou public, il serait nécessaire de l'alimenter par la voie d'accès sur le domaine public.



Réseaux - Prévisions à moyen terme

A moyen terme, il faut programmer le remplacement échelonné des canalisations en amiante ciment. Depuis l'arrêté du 4 mai 2012 n° 2012-639, la législation impose des mises en œuvre particulièrement rigoureuses et coûteuses pour les interventions sur ce matériau.

Tableau de répartition des différents matériaux par communes

Communes	AC	FD	FG	Fte	INC	PE	PEHD	PVC	Total général
BIDON(07)		252		9 206	61	816	2 133	1 325	13 794
BOURG-SAINT-ANDEOL(07)		2 642	308	63 272	428	1 292	1 140	15 298	84 381
GRAS(07)		4 444	460	9 192	405	112	1 187	13 317	29 116
LARNAS(07)		198		9 156	22	594		1 305	11 274
SAINT-JUST(07)		980		12 999	443	38	2 219	9 817	26 496
SAINT-MARCEL-D'ARDECHE(07)	7 856	6 891		25 617	332	1 270	3 461	25 956	71 384
SAINT-MARTIN-D'ARDECHE(07)		1 421		16 431	77	349	158	3 053	21 488
SAINT-MONTAN(07)		851	293	23 954	598		2 511	16 905	45 111
SAINT-PAULET-DE-CAISSON(30) (Piboulette)				178				1 075	1 253
VIVIERS(07)				389				720	1 109
Total général	7 856	17 679	1 060	17 0412	2 365	4 472	12 808	88 770	305 406

Tableau de répartition des différents diamètres de canalisation en amiante à St Marcel

	60	80	90	100	125	150	Total général
Somme de Longueur	3 836	126	266	270	951	407	7 856

Ces travaux de renouvellement des canalisations en amiante ciment rentrent dans la « sous section 3 » suite à la nouvelle réglementation. Ceci impose que les travaux doivent être exécutés par une entreprise ayant obtenue cette qualification.

La préparation comme la mise en œuvre de ces chantiers nécessitent des compétences spécifiques reconnues après formation par une habilitation sous le contrôle de l'Inspection du travail.

Valorisation

Ressources en eau

Captage de L'Ilette :

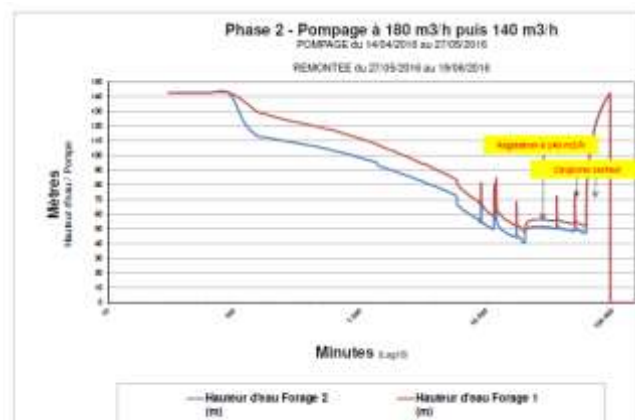
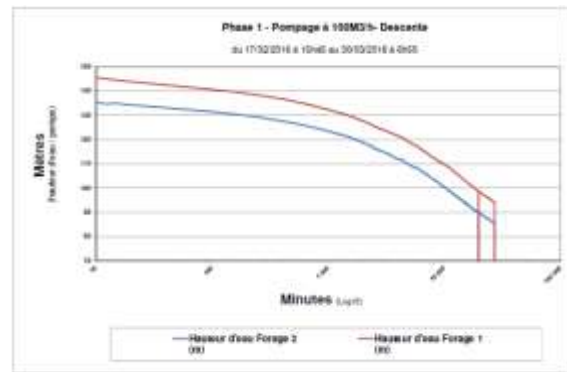
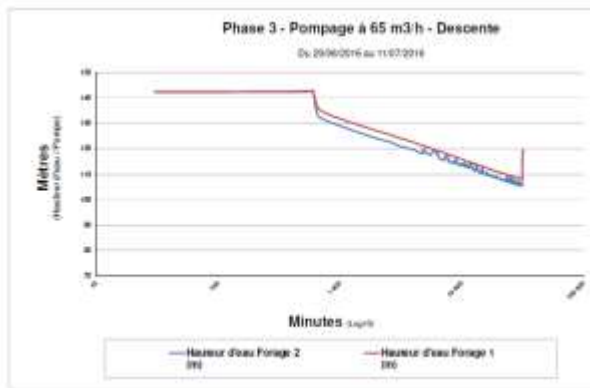
La Communauté de Communes a lancé les essais de pompage longue durée du forage de l'ILETTE. L'équipement mis en place pour les essais est l'équipement définitif qui pourra être utilisé en exploitation.

Les pompages d'essais menés dans le courant de l'année 2016 sur le forage F2 avaient un triple objectif :

- Vérifier que le forage a la capacité de produire un débit d'au moins 100 m³/h dans des conditions normales d'exploitation, c'est à dire sur une durée journalière suffisante (si ce n'est en continu) et sous un rabattement n'entraînant pas un coût énergétique excessif.
- Qualifier l'eau brute en vue d'une homologation eau potable par l'Agence Régionale de Santé et de la définition du traitement à opérer avant distribution.
- Approcher au mieux le fonctionnement et le potentiel de l'aquifère découvert par 2G à la suite d'un raisonnement géologique validé par la réalisation d'un premier forage (F1).

Les essais ont démontré la capacité du forage qui se situe entre 65 m³/h et 140 m³/h. La présence de sable étant nulle à 65 m³/h et plus importante à 140 m³/h.

Les rabattements quant à eux s'établissent entre 45 mètres à 65 m³/h, 65 mètres pour 100 m³/h et 100 mètres pour 140 m³/h.



Responsabilité

◆ Réglementation concernant la prévention des dommages ouvrages

Les obligations en terme de plans de récolement des travaux neufs ont été renforcées, de façon à disposer à terme de plans de réseaux précis (marge d'erreur de 40 cm maximum). Ces obligations doivent être traduites dans les consultations de travaux et les plans de récolement correspondants aux ouvrages fournis au gestionnaire du réseau à la date de mise en service (ouvrages mis en service depuis le 1er juillet 2013).

Les obligations en matière d'investigations avant travaux et de réalisation des travaux (habilitation au travail à proximité des ouvrages) se précisent et les textes d'application sont en cours de rédaction.

◆ Compte annuel de résultat d'exploitation

Veolia Eau France poursuit la mise en place de sa nouvelle organisation, réalisée autour des Centres Régionaux, au plus proche des territoires desservis. L'affectation des ressources au plus proche des territoires se traduit par une modification de la structure des charges mutualisées, qui peut impacter les CARE.

Par ailleurs, grâce aux nouveaux outils de terrain déployés depuis mi 2013 par Veolia Eau France, l'entreprise renforce l'affectation directe des charges d'exploitation aux contrats, y compris la main d'œuvre. Ce renforcement de l'affectation directe des charges peut également impacter les CARE.

Les autres évolutions engagées pour simplifier la compréhension et la lisibilité des CARE sont précisées dans la notice méthodologie relative à leur établissement.

1.3. Les indicateurs réglementaires 2016

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2016
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	15 875
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	2,36 €/m ³
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2016
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	109
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	75,8 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	3,09 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	2,91 m ³ /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,19 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	80 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	31
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	304
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	4,48 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	1,28 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,13 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.4. Autres chiffres clés de l'année 2016

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Volume prélevé	Déléataire	1 354 895 m ³
Volume produit (C)	Déléataire	1 354 895 m ³
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (D)	Déléataire	m ³
Volume mis en distribution (m ³)	Déléataire	1 265 547 m ³
Volume de service du réseau	Déléataire	13 975 m ³
Volume consommé autorisé année entière (A)	Déléataire	937 987 m ³
Nombre de fuites réparées	Déléataire	139
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Nombre d'installations de production	Déléataire	5
Capacité totale de production	Déléataire	9 900 m ³ /j
Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Déléataire	20
Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Déléataire	8 840 m ³
Longueur de réseau	Déléataire	369 km
Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	307 km
Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Déléataire	NC
Nombre de branchements	Déléataire	7 796
Nombre de branchements en plomb supprimés	Déléataire	0
Nombre de branchements neufs	Déléataire	33
Nombre de compteurs	Déléataire	8 570
Nombre de compteurs remplacés	Déléataire	318
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Nombre de communes	Déléataire	9
Nombre total d'abonnés (clients)	Déléataire	7 820
- Abonnés domestiques	Déléataire	7 815
- Abonnés non domestiques	Déléataire	4
- Abonnés autres services d'eau potable	Déléataire	1
Volume vendu	Déléataire	960 450 m ³
- Volume vendu aux abonnés domestiques	Déléataire	867 654 m ³
- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Déléataire	3 448 m ³
- Volume vendu à d'autres services d'eau potable (B)	Déléataire	89 348 m ³
Consommation moyenne	Déléataire	152 l/hab/j
Consommation individuelle unitaire	Déléataire	115 m ³ /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Déléataire	Mesure statistique sur le périmètre du service
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Déléataire	88 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Déléataire	Non
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Déléataire	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2016
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Déléataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Déléataire	Oui

1.5. Le prix du service public de l'eau

LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : Veolia gère le service, assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BOURG SAINT ANDEOL l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ [D102.0] pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1^{er} janvier, est la suivante :

BOURG-SAINT-ANDEOL Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2017	Montant Au 01/01/2016	Montant Au 01/01/2017	N/N-1
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Organismes publics			34,80	34,80	0,00%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Total € HT			267,19	268,75	0,58%
TVA			14,70	14,78	0,54%
Total TTC			281,89	283,53	0,58%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,35	2,36	0,43%

Les factures type sont présentées en annexe.



2. Les clients de votre service et leur consommation

2.1. Les abonnés du service

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis [D101.0] figurent au tableau suivant :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	8 073	8 126	8 180	7 721	7 820	1,3%
Volume vendu selon le décret (m3)	991 242	900 205	1 067 727	1 001 733	960 450	-4,1%
Nombre total d'habitants desservis (estimation)	16 266	16 416	16 531	15 746	15 875	0,8%

→ Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	1 212	1 651	1 671	1 940	1 306	-32,7%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	707	742	804	797	817	2,5%
Taux de clients mensualisés	24,0 %	26,0 %	26,7 %	29,2 %	30,4 %	4,1%
Taux de mutation	8,9 %	9,3 %	10,0 %	10,5 %	10,6 %	1,0%

→ Les données clientèle par commune

BIDON	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	178	194	214	234	234	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	154	157	159	159	157	-1,3%
Volume vendu (m3)	16 324	11 286	14 836	23 988	24 182	0,8%
BOURG SAINT ANDEOL	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	7 533	7 483	7 445	7 422	7 462	0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	3 476	3 493	3 508	3 574	3 606	0,9%
Volume vendu (m3)	377 354	355 309	372 467	355 021	352 188	-0,8%
GRAS	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	554	580	606	620	620	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	337	344	348	357	356	-0,3%
Volume vendu (m3)	33 195	31 882	31 844	35 668	31 380	-12,0%
LARNAS	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	98	132	165	199	218	9,5%
Nombre d'abonnés (clients)	110	113	112	118	140	18,6%
Volume vendu (m3)	65 124	61 856	69 640	64 486	71 392	10,7%
SAINT JUST	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 597	1 657	1 695	1 734	1 734	0,0%
Nombre d'abonnés (clients)	733	735	758	768	777	1,2%
Volume vendu (m3)	80 708	84 124	78 365	80 973	83 006	2,5%
SAINT MARCEL D'ARDECHE	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 483	2 498	2 497	2 497	2 518	0,8%
Nombre d'abonnés (clients)	1 194	1 201	1 190	1 214	1 232	1,5%
Volume vendu (m3)	146 815	129 656	142 022	142 943	131 531	-8,0%
SAINT MARTIN D'ARDECHE	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	906	926	942	960	983	2,4%
Nombre d'abonnés (clients)	613	628	632	634	645	1,7%

Volume vendu (m3)	107 860	94 444	97 588	108 054	90 125	-16,6%
SAINT MONTAN	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 842	1 853	1 851	1 880	1 911	1,6%
Nombre d'abonnés (clients)	803	809	823	828	835	0,8%
Volume vendu (m3)	99 838	74 271	87 252	86 128	81 674	-5,2%
SAINT REMEZE	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	877	895	916			
Nombre d'abonnés (clients)	584	580	580			
Volume vendu (m3)	57 912	52 083	55 950			
VIVIERS	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	198	198	200	200	195	-2,5%
Nombre d'abonnés (clients)	69	66	70	68	71	4,4%
Volume vendu (m3)	6 112	5 294	5 969	6 251	5 641	-9,8%

2.2. La satisfaction des clients

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise régulièrement un baromètre de satisfaction.

Ce baromètre porte à la fois sur :

- ◆ la qualité de l'eau ;
- ◆ la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2016 sont :

	2016
Satisfaction globale	88
La continuité de service	96
La qualité de l'eau distribuée	81
Le niveau de prix facturé	52
La qualité du service client offert aux abonnés	82
Le traitement des nouveaux abonnements	90
L'information délivrée aux abonnés	79

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque abonné peut demander la composition de son eau.



Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ Le taux de respect d'ouverture des branchements [D151.0]&[P152.1]

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de respect du délai d'ouverture des branchements	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Délai maximal d'ouverture des branchements (jours)	1	1	1	1	1
Nombre total de branchements ouverts	707	742	804	797	817
Nombre de branchements ouverts dans le délai	707	742	804	797	817

→ Le taux de réclamations écrites [P155.1]

En 2016, le taux de réclamations écrites [P155.1] pour votre service est de **0,13/ 1000 abonnés**.

→ Les engagements de service de Veolia

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les 5 engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.

En cas de non-respect de la Charte, l'équivalent de 10 m³ d'eau est offert à l'abonné.

2.3. Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est de 1,28 %.

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année 2016 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'impayés	1,54 %	0,43 %	0,39 %	0,35 %	1,28 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	48 008	13 898	12 350	8 879	53 696
Montant facturé N - 1 en € TTC	3 123 956	3 252 969	3 136 417	2 563 537	4 197 525

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances (et alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie), les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs de la filière (délégataires, collectivités...).

→ Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des clients.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information aux clients au moins 24h avant. En 2016, ce taux pour votre service est de 4,48/ 1000 abonnés.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)			3,67	5,18	4,48
Nombre d'interruptions de service			30	40	35
Nombre d'abonnés (clients)	8 073	8 126	8 180	7 721	7 820

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.

- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2016, le montant des abandons de créance s'élevait à 304 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	0	28	17	29	31
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	0,00	0,00	223,00	298,00	304,00
Volume vendu selon le décret (m3)	991 242	900 205	1 067 727	1 001 733	960 450

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	236	199	153	231	209
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés	35	54	58	15	11



3. Une organisation de Veolia au service des clients

3.1. Un dispositif au service des clients

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Bureau de BOURG SAINT ANDEOL
ZA Nord les Auches- BP 32
07700 BOURG SAINT ANDEOL



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



À VOTRE ÉCOUTE

 www.veoliaeau.fr
Pour toutes vos démarches en ligne

 **Service pour les sourds ou les malentendants**
Accessible depuis notre site internet

 **0 969 323 458***
Lundi à vend. : 8h à 19h
Samedi : 9h à 12h
Urgences techniques : 7j/7
24h/24

 **Nos Apps**
Disponible sur iOS
et Android

 **Veolia Eau**
TSA 50119
37911 TOURS
CEDEX 9



*Numéro non surtaxé

Les services proposés aux clients sont rendus à travers l'accueil de proximité, le Centre d'appel situé en France, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous, dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.



Toute interruption importante du service de l'eau donne lieu à une intervention d'un technicien :

- au préalable dans les deux heures en zone urbaine dans le cas d'interventions programmées,
- dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interruptions accidentelles ;

En cas de besoin, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

Veolia améliore en continu son offre clientèle ainsi que ses services techniques (télé-relevé), pour un confort maximal des abonnés et une relation simple et pratique apportant toutes les réponses aux attentes de chacun.



3.2. Présentation du Centre



Le Centre Arc Alpin Jura

Le centre Arc Alpin Jura assure, à chaque étape du cycle de l'eau, des services de haute qualité.

Au quotidien, il apporte à ses clients, collectivités et industriels, l'expertise, les technologies et les savoir-faire du groupe Veolia.



Philippe CARRIO
 Directeur du Centre Arc Alpin Jura
 philippe.carrio@veolia.com



Philippe DOBIAS
 Directeur des Exploitations
 philippe.dobias@veolia.com



Eric AGUILA
 Directeur du Développement
 eric.aguila@veolia.com



Légende

- Direction Centre
- Services et Usine

CHIFFRES CLÉS :

- 500 000 habitants desservis
- 8 000 km de conduites (hors branchements)
- 210 installations de production d'eau potable
- 400 collaborateurs au plus proche de chez vous



3.3. Les équipes et moyens au service du territoire

3.3.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'eau.

→ Les fonctions support : des services experts

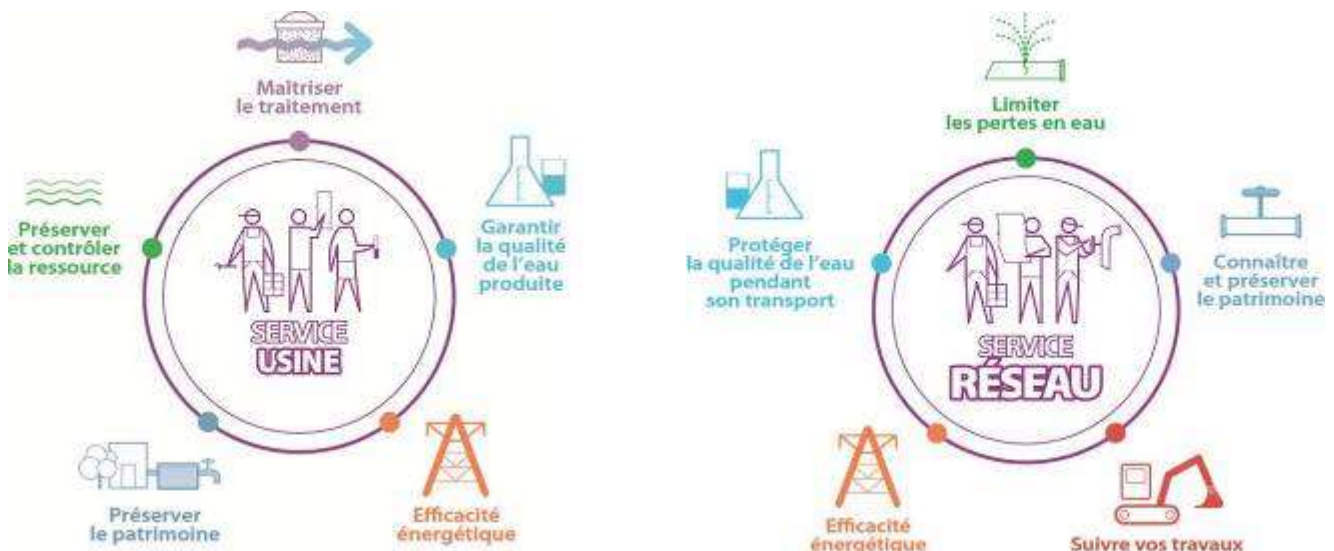
Chaque Centre Régional de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- ◆ la clientèle ;
- ◆ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation ;
- ◆ la qualité, la sécurité et l'environnement ;
- ◆ les ressources humaines et la formation ;
- ◆ la finance ;
- ◆ l'informatique technique et de gestion ;
- ◆ la communication ;
- ◆ la veille juridique et réglementaire.

→ L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain

Veolia organise ses compétences au plus près du terrain, en créant :

- ◆ une filière dédiée à la clientèle ;
- ◆ une filière exploitation structurée autour de compétences réseaux et usines, eau et assainissement.



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre compte-rendu.



→ *L'organisation de l'astreinte*

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre Service Client. Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est 09 69 32 34 58. A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de traitement sur votre commune.



3.3.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ *Les outils informatiques d'exploitation*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- la gestion patrimoniale des usines et la maintenance des équipements électromécaniques ;
- le Système d'Information Géographique pour la cartographie des réseaux ;
- la télésurveillance et la télégestion des installations ;
- le suivi et le contrôle de la qualité de l'eau ;
- la planification et le suivi des interventions terrain ;
- la gestion clientèle.

→ *Les outils de mobilité au service de l'efficacité*

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes et ordinateurs portables.

Sur ces outils de mobilité, ils peuvent :

- accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore à la procédure de maintenance d'un équipement ;
- être alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance ;

- agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...);
- alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et la consolidation des données d'exploitation.

3.3.3. RECONNAISSANCE ET CERTIFICATION DU SERVICE

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)





(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

→ **Stratégie Nationale Biodiversité**

En décembre 2015 lors de la COP21, le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a reconnu l'engagement de Veolia au titre de la Stratégie Nationale Biodiversité. Le troisième des neuf engagements pris par Veolia en faveur du développement durable en 2015, est dédié à la biodiversité, un engagement fort, porté et déployé sur le terrain et désormais reconnu par Le Comité National de Suivi de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité.

En 2015 Veolia a réalisé les diagnostics et propositions de plan d'actions sur 100% des sites prioritaires du TOP 2015 Eau France.

Veolia compte amplifier la démarche en 2016 et les années suivantes, dans le cadre du plan de préservation de la biodiversité de Veolia. Nos équipes gestionnaires de sites font appel aux PME et associations locales, au plus près des sites. Elles s'appuient également sur nos équipes dédiées à la biodiversité et des partenariats renouvelés avec notamment le Museum National d'Histoire Naturelle, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et Noé Conservation.

Veolia se tient à la disposition de la collectivité et des parties intéressées, pour présenter les actions et propositions pertinentes en faveur de la biodiversité.

3.3.4. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La prévention, la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail sont des engagements majeurs de Veolia.

Parce que l'enjeu est à la fois humain, organisationnel et technique, il est de notre responsabilité de garantir à nos collaborateurs la préservation de leur intégrité physique et morale, afin de tendre vers le zéro accident.

Les enjeux de cette politique de prévention des risques sont en tout premier lieu humains, mais aussi financiers, juridiques, contractuels et d'image.

Nous avons fixé pour la période 2015 / 2017 les objectifs suivants :

- ◆ Réduire de 20% par an le nombre d'accidents du travail avec arrêt, soit une réduction de plus de la moitié du nombre d'accidents actuel sur cette période ;
- ◆ Réduire la gravité des accidents du travail, avec pour objectif de ne plus avoir d'accident avec plus de 150 jours d'arrêt ;
- ◆ Consolider nos dispositifs déjà éprouvés :
 - Maintenir notre résultat de zéro accident mortel,
 - Maintenir le niveau élevé de notre politique de formation à la prévention et la sécurité, tant sur le plan qualitatif que quantitatif,
 - Renforcer nos processus d'évaluation des risques, d'analyse des accidents et des « presque accidents »,
 - Poursuivre le développement de nos dispositifs et outils de prévention des risques psychosociaux.

Le déploiement et la réussite de cette politique et des objectifs associés passent par :

- ◆ Un engagement et une détermination sans faille de l'ensemble du management ;
- ◆ La prise de conscience que chacun est responsable de sa santé, de sa sécurité, tout en veillant à celle des autres, qu'ils soient collègues, salariés d'entreprises extérieures, clients ou tiers ;
- ◆ L'animation et la collaboration avec les instances représentatives en charge de la prévention, de la santé et de la sécurité.

Les plans d'actions qui vont être mis en place porteront notamment sur :

- ◆ L'engagement managérial ;
- ◆ L'organisation du travail et le respect des procédures ;
- ◆ Une démarche permanente de mise à jour de l'évaluation des risques professionnels ;
- ◆ La mise en œuvre de moyens matériels conformes et adaptés ;
- ◆ La formation et l'information des collaborateurs et un rappel permanent aux consignes et procédures que chacun doit respecter ;
- ◆ Le contrôle et le suivi de la performance en prévention, santé et sécurité.

→ **Matériel à disposition pour travailler en toute sécurité**



Gilet ou vêtement haute visibilité



Casque à lunettes ou visière



Gants adaptés à l'activité



Chaussures & bottes de sécurité



Lunettes



Masque à cartouche



Appareil Respiratoire Isolant



Détecteur de gaz



Protection pour Travailleur Isolé



Affichage sur site des dangers et EPI requis

→ **Signalisation et équipements pour les interventions sur voie publique**



Triangle



Gyrophare



Barrière pliable



Cône de circulation



Blindage de tranchée

→ **Analyse des dangers et des risques**

Les dangers et risques sont identifiés par métier et sur chaque site (atmosphère, incendie, chute, électrique, risque sanitaire, etc.); en découlent des plans d'actions, voire des propositions d'amélioration soumises à la Collectivité.

→ **Actions prioritaires 2016 - 2018**

Les actions prioritaires en terme de formation à la sécurité couvrent plusieurs référentiels qui évoluent : les interventions en atmosphère confinée selon le nouveau référentiel CATEC®, les interventions à proximité des réseaux à couvrir par l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

→ **Formation et recyclage annuel**

L'ensemble des agents bénéficie de formations et recyclages adaptés à leur activité : conduite, gestes et postures, risques chimiques, risques électriques, atmosphère confinée, maintenance chlore, blindage de fouilles, etc.

<i>Formation</i>	<i>Nombre de participants</i>
10_01 Management de la sécurité	1
Le référentiel NF EmISO /CEI 17025	1
10_02 Secourisme	54
Sauveteur Secouriste du Travail (SST) - Formation initiale	31
Sauveteur Secouriste du Travail (SST) - Recyclage	23
10_04 Risque électrique	103
Se préparer à l'habilitation électrique	51
Se recycler à l'habilitation électrique	52
10_05 Risque chimique et biologique	35
Chlore gazeux - Habilitation recyclage	26
Interventions en présence d'amiante - Encadrement (SS4)	1
Interventions en présence d'amiante - Intervention (SS4)	5
Légionelles - risques de base	1
Risques chimiques N1	1
Risques chimiques N2	1
10_06 Risque Routier	6
Balisage routier et signalisation temporaire	1
PERMIS C	2
PERMIS EB	1
PERMIS EC	1
Règlementation transport et risque routier	1
10_07 Conduite d'engins et équipements de levage	13
Conduite des chariots automoteurs Cat 3	11
Conduite des grues de chargement véhicules	1
Conduite des minipelles Cat 1	1
10_08 Incendie, explosion	11
ATEX : atmosphère explosive	10
Formation Incendie 1er niveau	1
10_09 Espaces confinés	80
CATEC® : niveau surveillant/intervenant	27
Identification des zones à risque d'atmosphère polluée	35
Port de l'appareil respiratoire isolant - ARI	18
10_12 Co-activité	6
Principales modifications introduites par la nouvelle norme NF C 15 100 (électricité)	6
TOTAL général du Centre Arc Alpin Jura	309

3.4. Veolia, acteur local du territoire

Comme délégataire d'un service public local, Veolia est un acteur économique du territoire. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local ;
- Participer à la vie associative ;
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia.



Veolia Force

La Fondation Veolia consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.



4. Le patrimoine de votre Service

4.1. L'inventaire des biens

L'inventaire des équipements et installations du patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Par défaut, les biens sont propriétés de la collectivité et, s'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire (ou financés par le délégataire dans le cadre du contrat) en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'eau confié à Veolia, est potentiellement composé :

- des installations de prélèvement et de production,
- des réseaux de distribution,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage,
- des équipements du réseau.

De l'usine de production d'eau potable de FRAOU SAINT MARCEL d'une capacité de 900 m3/jour ;

De l'usine de production d'eau potable de GERIGE d'une capacité de 5000 m3/jour ;

De l'usine de production d'eau potable de GOGNE d'une capacité de 100 m3/jour ;

De l'usine de production d'eau potable des MARRONNIERS d'une capacité de 2000 m3/jour ;

De l'usine de production d'eau potable de LA PIBOULETTE d'une capacité de 1900 m3/jour ;

De 4 reprises : FONTGRAND, GALIBERT, PAROT et SERRE DU BOUC ;

De 19 réservoirs pour une capacité totale de 8720 m3 ;

De 2 bâches de reprise pour une capacité totale de 120 m3 ;

La gestion est assurée localement par les équipes de Veolia Eau du Service Réseau Drôme-Ardèche.

→ Les installations

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
STATION DE FRAOU ST MARCEL	900	
STATION DE GERIGE	5 000	
STATION DE GOGNE	100	
STATION DES MARRONNIERS	2 000	
STATION LA PIBOULETTE	1 900	
Capacité totale	9 900	

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	Capacité de stockage (m3)
CIR ROCHECOLOMBE BOURG ST ANDE		
REPRISE DE GALIBERT		
REPRISE DE PAROT		
REPRISE FONTGRAND		
REPRISE SERRE DU BOUC		
Capacité totale		

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
RES SAINT REMEZE (A l'arrêt)	
Réservoir Campane - BSA	200
Réservoir de Gras	100
Réservoir Escrouzilles - St Mar	200
Réservoir Font Grand - Larnas	400
Réservoir Galibert - BSA	750
Réservoir Gérige - BSA	1 200
Réservoir La Béarnaise - BSA	1 000
Réservoir La Begude - St Marcel	200
Réservoir La Morelle - BSA	1 000
Réservoir La Rochette - BSA	200
Réservoir Larnas	600
Réservoir Le Parot - St Marcel	20
Réservoir Le Serre du Bouc	400
Réservoir Les Alliberts St Mart	500
Réservoir Les Reynouards - Gras	400
Réservoir Montjau - BSA	100
Réservoir Relais TV - BSA	750
Réservoir St Joseph - St Marcel	500
Réservoir St Just - St Marcel	200
Capacité totale	8 720

Autres installations eau	Débit des pompes (m3/h)
Bâche de Gogne - Gras	
Bâche La Piboulette - St Martin	

→ *Les réseaux de distribution*

Canalisations		Qualification
Longueur d'adduction (ml)	1 479	Bien de retour
Longueur de canalisations de distribution (ml)	307 142	Bien de retour

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous diamètres (ml)	1 479	307 142	308 621
Diamètre 25 (mm)		373	373
Diamètre 32 (mm)		4 824	4 824
Diamètre 40 (mm)		9 742	9 742
Diamètre 50 (mm)	38	30 954	30 992
Diamètre 60 (mm)		19 449	19 449
Diamètre 63 (mm)	204	55 363	55 567
Diamètre 75 (mm)		870	870
Diamètre 80 (mm)		16 589	16 589
Diamètre 90 (mm)		3 439	3 439
Diamètre 100 (mm)		46 958	46 958
Diamètre 110 (mm)		780	780
Diamètre 125 (mm)	346	37 259	37 605
Diamètre 140 (mm)		1 429	1 429
Diamètre 150 (mm)	891	38 400	39 291
Diamètre 160 (mm)		18	18
Diamètre 200 (mm)		27 436	27 436
Diamètre 250 (mm)		3 191	3 191
Diamètre 300 (mm)		5 741	5 741
Diamètre 350 (mm)		2 071	2 071
Diamètre 400 (mm)		103	103
Diamètre indéterminé (mm)		2 153	2 153

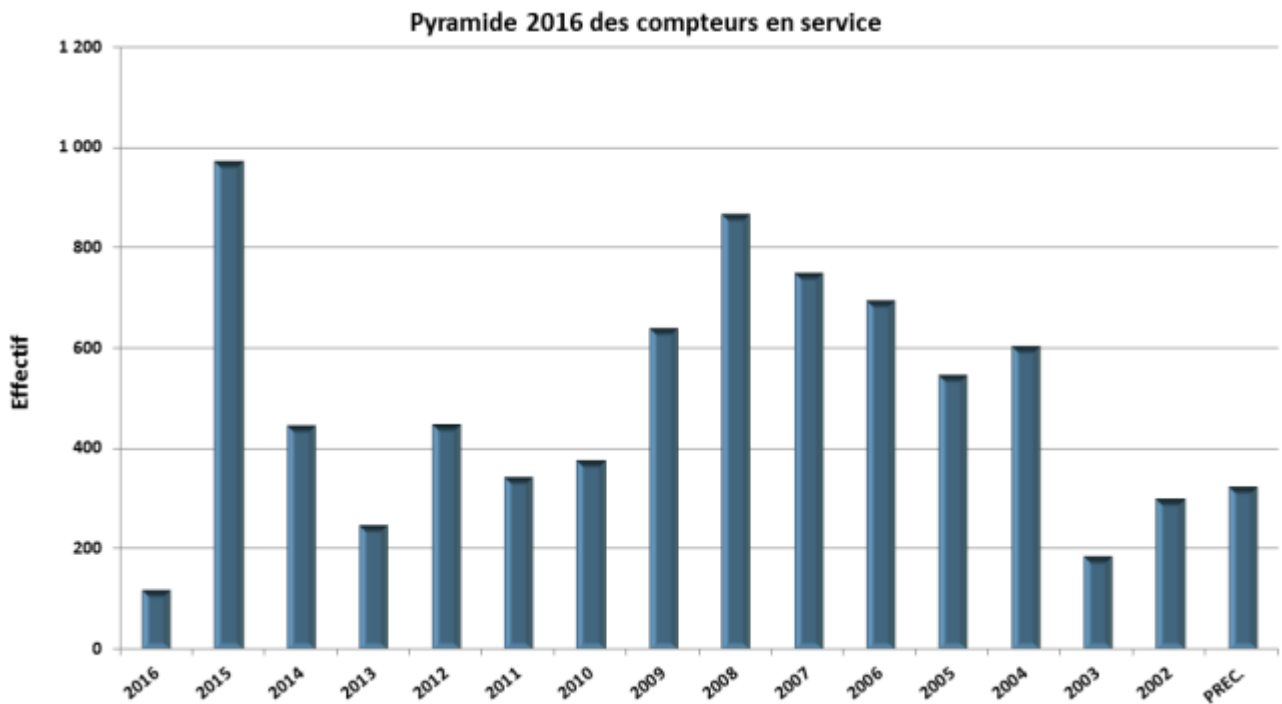
→ *Les branchements en domaine public*

Branchements		Qualification
Nombre de branchements	7 796	Bien de retour

→ *Les compteurs*

Compteurs (*)	Nombre	Qualification
Nombre de compteurs propriété de la collectivité	8 570	Bien de retour

(*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation



→ *Les équipements du réseau*

Equipements de réseau		Qualification
Nombre d'appareils publics (*)	316	Bien de retour
dont poteaux d'incendie	274	Bien de retour
dont bouches d'incendie	2	Bien de retour
dont bouches d'arrosage	1	Bien de retour
Nombre d'accessoires hydrauliques	1 687	Bien de retour

(*) le cas échéant propriété des communes membres de la Collectivité

4.2. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

4.2.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P107.2]

Pour l'année 2016, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P107.2] est de 0,19 %. Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	0,19	0,24	0,17	0,19	0,19
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	293 353	332 513	337 931	309 075	307 142
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0		
Longueur renouvelée totale (ml)	0	1 785	1 160		

4.2.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux. La Loi de Grenelle II de juillet 2010 a fixé deux grands objectifs pour les réseaux d'eau, à savoir :

- inciter les collectivités à mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux,
- engager des actions afin de limiter le taux de perte sur les réseaux.

La non-réalisation du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable est sanctionnée par le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau, selon les modalités rappelées par le MEEM dans son instruction du 16 juin 2015.

Aussi, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2016 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2012	2013	2014	2015	2016
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux		84	109	109	109

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR
Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B	45	45
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	4
Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
Localisation des autres interventions	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	0
Total:	120	109

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2016 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

D'autre part, le rendement du réseau constitue l'indicateur pris en compte par la Loi Grenelle II pour évaluer la maîtrise des pertes en eau et la nécessité d'engager un plan d'actions dédié, susceptible d'inclure des actions de renouvellement du patrimoine.

4.3. Gestion du patrimoine

4.3.1. LES RENOUELEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Renouvellement de branchements								
Date	Adresse	Observations	Ancien branchement			Nouveau branchement		
			Matériau	Ø (mm)	Lg (m)	Matériau	Ø (mm)	Lg (m)
05/02/16	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : CHE DE TABION						25	1
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : LE PONT (LIEU-DIT)						40	0
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT	poste complet					25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : BD EDOUARD RAMBAUD						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT						25	2
24/02/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT	vallette					25	2
06/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R DES HORTS		Inconnu	27	5		25	5

06/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R DU BAC	Mr Olivan stephane 3 rue du Bac 07700 BSA	Inconnu	25	2.5	25	3
20/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R SAINTE-CROIX			25	5	25	5
26/04/2016	SAINT-MARCEL- D'ARDECHE : SAINT- JULIEN (LIEU-DIT)			25	2	25	2
30/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : PL DE LA CONCORDE	cr d07ta 052506q.inde x:1453m3.chg t rpc	Inconnu	25	4	25	4
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	Delenne Reynaud 31 delattre de tassigny		25	14	25	14
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R DES TANNERIE AMBLARD	Hurabielle	Autre	25	5	25	5
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	terrasse michel	Autre	25	12	25	10
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	Delenne Reynaud 31 delattre de tassigny		25	14	25	14
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	Bignasci n°33 delattre de Tassigny	Autre	25	8	25	8
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	mR BEUSSE pIERRE N) 28 DELATTRE DE TASSIGNY		25	8	25	8
07/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE LATTRE DE TASSIGNY	NOM: Bianchi Smolinski n° 26 delattre de tassigny	Autre	25	5	25	2
11/10/2016	SAINT-MARTIN- D'ARDECHE : LES GRANGES (LIEU-DIT)						
28/11/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE TOURNE	deplacement dans regard exterieur	Autre	25	5	25	3
01/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE SEILLOU			25	4	25	4
01/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R DES CHAZES		Autre		4	32	4
09/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL		Autre	25	4	25	4

	: R NEUVE						
13/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R NEUVE	Autre	25	4		25	2
Nombre de branchements renouvelés : 28							

Renouvellement de vannes				
Date	Adresse	Ancien Ø	Nouveau Ø	Nouvelle Fonction
26/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LA MICHELONNE (LIEU-DIT)		100	Régulation
Nombre de vannes renouvelées : 1				

Renouvellement d'équipements				
Date	Type	Adresse	Fournisseur	
18/01/2016		SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE PECHER		
20/01/2016	Réducteur de pression	BOURG-SAINT-ANDEOL : R SAINTE-CROIX	Autre	
22/01/2016	Réducteur de pression	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE PECHER	Bayard / Monostab	
Nombre d'équipements renouvelés : 3				

Installations électromécaniques

	Opération réalisée dans l'exercice
CAPTAGE DE LA PIBOULETTE	
CHLORATION	Renouvellement
REPRISE DE FONTGRAND	
GPE BERGERON N1 56 M3H 184M	Renouvellement
REPRISE DE GALIBERT	
HUISSERIE SERRURERIE RESERVOIRS	Renouvellement
REPRISE DU SERRE DU BOUC	
CHLORATION RELAIS	Renouvellement

→ Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle.

Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1^{er} décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de compteurs	8 521	8 778	8 944	8 466	8 570	1,2%
Nombre de compteurs remplacés	251	583	332	818	318	-61,1%
Taux de compteurs remplacés	3,0	6,6	3,7	9,7	3,7	-61,9%

→ Les réseaux

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice
BRANCHEMENTS EAU	17
COMPTEURS EAU Equipé	260
FONTAINERIE EAU	8

→ Les branchements

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de branchements	7 648	7 704	7 758	7 763	7 796	0,4%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité

4.3.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Branchements neufs				
Date	Adresse	Matériau	Ø (mm)	Longueur
21/01/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LES ALIBERTS		25	115
21/01/2016	BIDON : LES GAUDS			
03/02/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : RTE DE BIDON			
29/02/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : CHE DU GRAND CLOS		63	5
15/03/2016	GRAS : LE MAS DE GRAS (LIEU-DIT)		25	5
29/03/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LE PONTET (LIEU-DIT)		25	4
04/04/2016	BIDON : LOT LE CLOS DE GRAND CHAMP			
18/04/2016	SAINT-JUST : CHE DE LAGREZE		25	2
25/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : LA MORELLE (LIEU-DIT)		32	4
03/05/2016	LARNAS : VALGAYETTE (LIEU-DIT)			
31/05/2016	SAINT-JUST : R DES LAVOIRS		25	4
07/06/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV NOTRE DAME			
29/06/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE DE TRIGNAN		40	26
07/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON		25	2
18/07/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LA TUILERIE (LIEU-DIT)		32	10
18/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R MARIE CURIE			
21/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC		50	4
26/07/2016	BIDON : LES GAUDS (LIEU-DIT)		25	5
01/08/2016	SAINT-JUST : RTE DE SAINT-MARTIN		25	3
02/08/2016	BIDON : LES GAUDS (LIEU-DIT)			
12/08/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DU GENERAL DE GAULLE			
25/08/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DU GENERAL DE GAULLE		32	48
29/08/2016	SAINT-JUST : D86			
29/08/2016	BIDON : HAUT SOUBEYRAN (LIEU-DIT)		32	4
06/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : D190		25	1,5
09/09/2016	SAINT-MONTAN : LA BARACANDE (LIEU-DIT)			

16/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON	50	2
19/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE LA GLACIERE	50	2
04/10/2016	SAINT-JUST : R DE LA POSTE	25	20
05/10/2016	SAINT-JUST : R DE LA POSTE		
21/10/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : CHAVEYRON (LIEU-DIT)		
14/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON		
22/12/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : PL DU SABLAS		
Nombre de Brchts neufs : 33			Total : 267 ml

Canalisations neuves				
Date	Adresse	Matériau	Ø (mm)	Longueur
23/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : FERME DES MARRONNIERS (LIEU-DIT)		110	50
Nombre de canalisations neuves : 1			Total : 50 ml	

Vannes neuves			
Date	Type	Adresse	Diamètre
07/06/2016	Robinet vanne	SAINT-MONTAN : LE MOURE (LIEU-DIT)	50
Nombre de vannes neuves : 1			

Poteaux incendies neufs			
Date	Type	Adresse	Diamètre
14/10/2016	Poteau incendie	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON	100
Nombre de poteaux neufs : 1			

Equipements neufs			
Date	Type	Adresse	Observations
16/02/2016	Régulateur de pression	LARNAS : D262	attente de mise en service camping en etat hors geldes bungalow Consigne amont 14 - consigne aval 4 bars
20/09/2016	Débitmètre	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : CHE DE LA JOYEUSE	
04/10/2016	Débitmètre	BOURG-SAINT-ANDEOL : L'OLIVET (LIEU-DIT)	
Nombre d'équipements neufs : 3			

4.3.3. VARIATION OBSERVEE DU PATRIMOINE

Canalisations	2015	2016	N/N-1
Longueur totale du réseau (km)	368,9	368,7	-0,1%
Longueur d'adduction (ml)		1 479	
Longueur de distribution (ml)	368 916	367 250	-0,5%
<i>dont canalisations</i>	309 075	307 142	-0,6%
<i>dont branchements</i>	59 841	60 108	0,4%
Equipements	2015	2016	N/N-1
Nombre d'appareils publics (*)	276	316	14,5%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	273	274	0,4%
<i>dont bouches d'incendie</i>	2	2	0,0%
<i>dont bouches de lavage</i>			
<i>dont bornes fontaine</i>			
<i>dont bornes de puisage</i>			
<i>dont bouches d'arrosage</i>	1	1	0,0%
Branchements	2015	2016	N/N-1
Nombre de branchements	7 763	7 796	0,4%
Compteurs	2015	2016	N/N-1
Nombre de compteurs	8 466	8 570	1,2%
<i>dont sur abonnements en service</i>	7 736	7 878	1,8%
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	730	692	-5,2%

(*) le cas échéant propriété des communes membres de la Collectivité

Cette année, le nombre d'équipements provient du SIG de Veolia (comme les linéaires de canalisations).

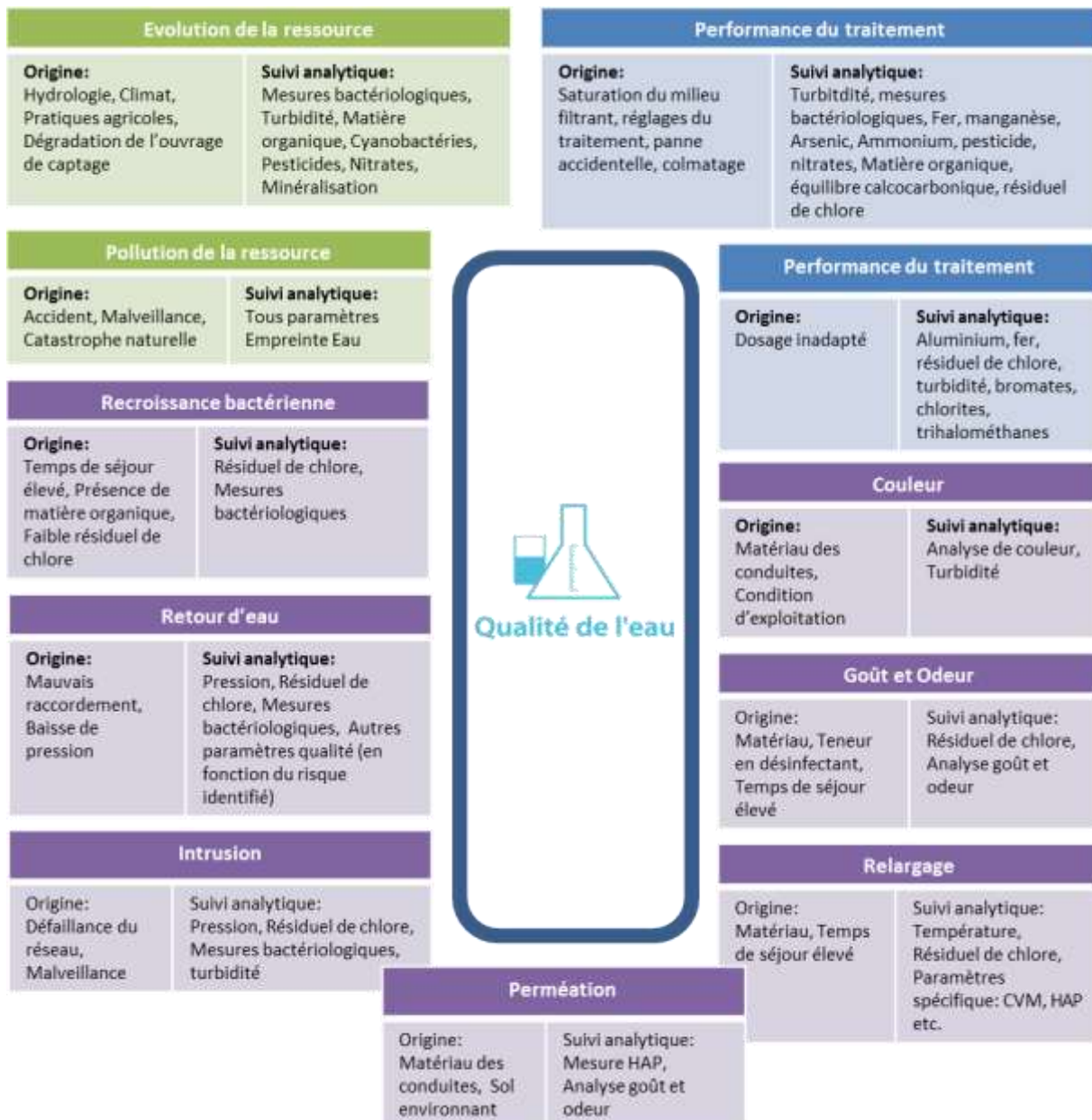


5. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service

5.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...). La figure ci-dessous explicite les différents mécanismes de dégradation de la qualité de l'eau en réseau.



5.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Sur tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

5.1.2. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	9	9	47	47
Physico-chimique	648	648	45	45

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

	Contrôle sanitaire et surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Arsenic	3	3
Atrazine	3	3
Baryum	3	3
Chlorures	3	3
Déséthylatrazine	3	3
Nitrates	4	4
Simazine	3	3
Sodium	3	3
Sulfates	3	3
Terbuthylazine	3	3

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

5.1.3. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- 💧 les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- 💧 les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégué		Contrôle sanitaire et surveillance du délégué	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	63	63	93	93	156	156
Physico-chimie	68	68	10	10	78	78

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ **Conformité des paramètres analytiques**

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité¹ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	126	126	186	186
Physico-chimique	1304	1304	10	10
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	252	250	281	281
Physico-chimique	831	818	327	325
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	1060			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

Contrôle Sanitaire et Surveillance par le Délégué			
	Nombre total de résultats d'analyses	Conformes aux limites ou aux références de qualité	Type de seuil
Atrazine	7	7	Limite de Qualité
Carbone Organique Total	25	25	Référence de Qualité
Déséthylterbuthylazine	7	7	Limite de Qualité
Fer total	12	12	Référence de Qualité
Nitrates	63	63	Limite de Qualité
Simazine	7	7	Limite de Qualité
Terbuthylazine	7	7	Limite de Qualité
Turbidité	144	143	Limite et Référence de Qualité

¹ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Bact et spores sulfito-rédu	0	15	2	0	63	2	0 n/100ml
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	4	11	0	60	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	7,4	26,8	2	1	63	78	25 °C
Turbidité	0,1	0,8	0	1	7	10	0,5 NFU

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	3,20	160	63	mg/l	Sans objet
Chlorures	3,60	21	63	mg/l	250
Fluorures	40	140	7	µg/l	1500
Magnésium	0	15,30	63	mg/l	Sans objet
Nitrates	0	8,80	63	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,01	7	µg/l	0,5
Potassium	0	5,20	63	mg/l	Sans objet
Sodium	2,30	178	63	mg/l	200
Sulfates	7,90	75	63	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	0,80	44,91	63	°F	Sans objet

5.1.4. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

Paramètres microbiologiques	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	67	29	65	63	63
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	67	29	65	63	63
Paramètres physico-chimique	2012	2013	2014	2015	2016
Taux de conformité physico-chimique	100,00 %	100,00 %	98,59 %	98,53 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	22	13	70	67	68
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	1	1	0
Nombre total de prélèvements	22	13	71	68	68

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2016, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Situation sur votre service.

Au titre de l'adaptation de l'auto-surveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre CVM au cours des dernières années. A ce jour, toutes les analyses réalisées par Veolia et/ou l'ARS se sont révélées conformes.

5.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

5.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

→ Le volume prélevé

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

STATION DE FRAOU ST MARCEL
STATION DE GERIGE
STATION DE GOGNE
STATION DES MARRONNIERS
STATION LA PIBOULETTE

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume prélevé par ressource (m3)	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%
STATION DE FRAOU ST MARCEL	179 937	195 134	153 455	190 657	143 503	-24,7%
STATION DE GERIGE	600 417	720 546	769 869	705 897	651 473	-7,7%
STATION DE GOGNE	2 037	1 700	1 532	1 514	3 191	110,8%
STATION DES MARRONNIERS	340 126	251 828	243 859	357 335	303 608	-15,0%
STATION LA PIBOULETTE	326 909	304 169	272 733	260 576	253 120	-2,9%

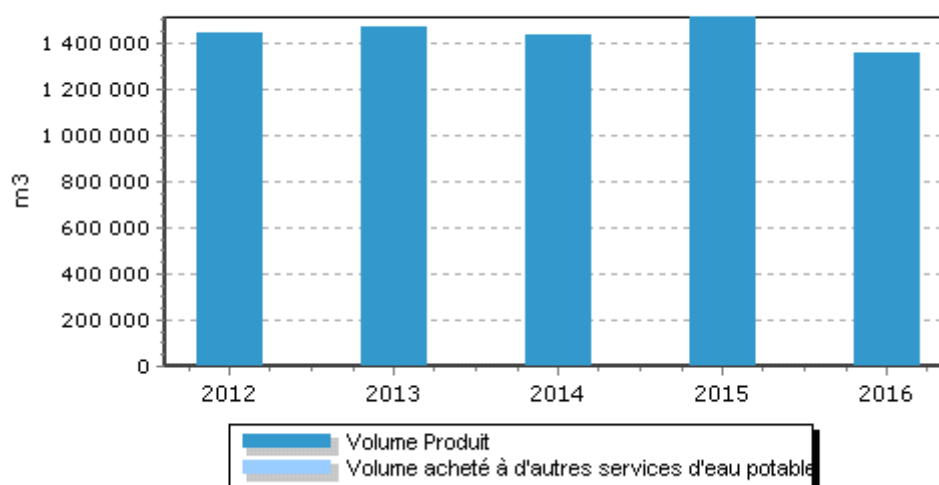
	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume prélevé par nature d'eau (m3)	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%
Eau souterraine influencée	0	0	0	0	0	
Eau souterraine non influencée	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%

→ Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume prélevé (m3)	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%
Besoin des usines	0	0	0	0	0	0%
Pertes en adduction	0	0	0	0	0	
Volume produit (m3)	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	0			
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	98 221	89 348	-9,0%
Volume mis en distribution (m3)	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 417 758	1 265 547	-10,7%

Evolution des volumes produit et acheté à d'autres services d'eau potable



→ Bilan mensuel

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Volume moyen journalier produit (m3/j)	3 125	3 384	3130	3 755	4 321	4 902	4 700	5 636	4 406	3 695	3 265	3 293
Total (m3/j)	3 125	3 384	362	3 755	4 321	4 902	4 700	5 636	4 406	3 695	3 265	3 293

5.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

→ Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	991 242	900 205	1 067 727	1 001 733	960 450	-4,1%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	991 242	900 205	1 067 727	903 512	871 102	-3,6%
domestique ou assimilé	991 015	899 979	1 067 614	897 621	867 654	-3,3%
autres que domestiques	227	226	113	5 891	3 448	-41,5%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	98 221	89 348	-9,0%

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume vendu (m3)	991 242	900 205	1 067 727	1 001 733	960 450	-4,1%
<i>dont clients individuels</i>	947 741	870 082	1 031 837	863 806	842 393	-2,5%
<i>dont clients domestiques SRU</i>					46	
<i>dont clients industriels</i>	2 439	2 317	1 777	1 316	991	-24,7%
<i>dont irrigations agricoles</i>					349	
<i>dont volume vendu autres collectivités</i>	0	0	0	98 221	89 348	-9,0%
<i>dont appareils publics</i>	12 602	10 967	12 844	18 016	9 509	-47,2%
<i>dont bâtiments communaux</i>	28 460	16 839	21 269	20 374	17 814	-12,6%

La segmentation clientèle a été modifiée : une nouvelle catégorie "irrigations et agricoles" a été créée et des clients ont été basculés de la catégorie "individuels" ou "industriels" vers cette nouvelle catégorie.

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)	0	0	0	98 221	89 348	-9,0%
SAINT REMEZE				98 221	89 348	-9,0%

→ Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

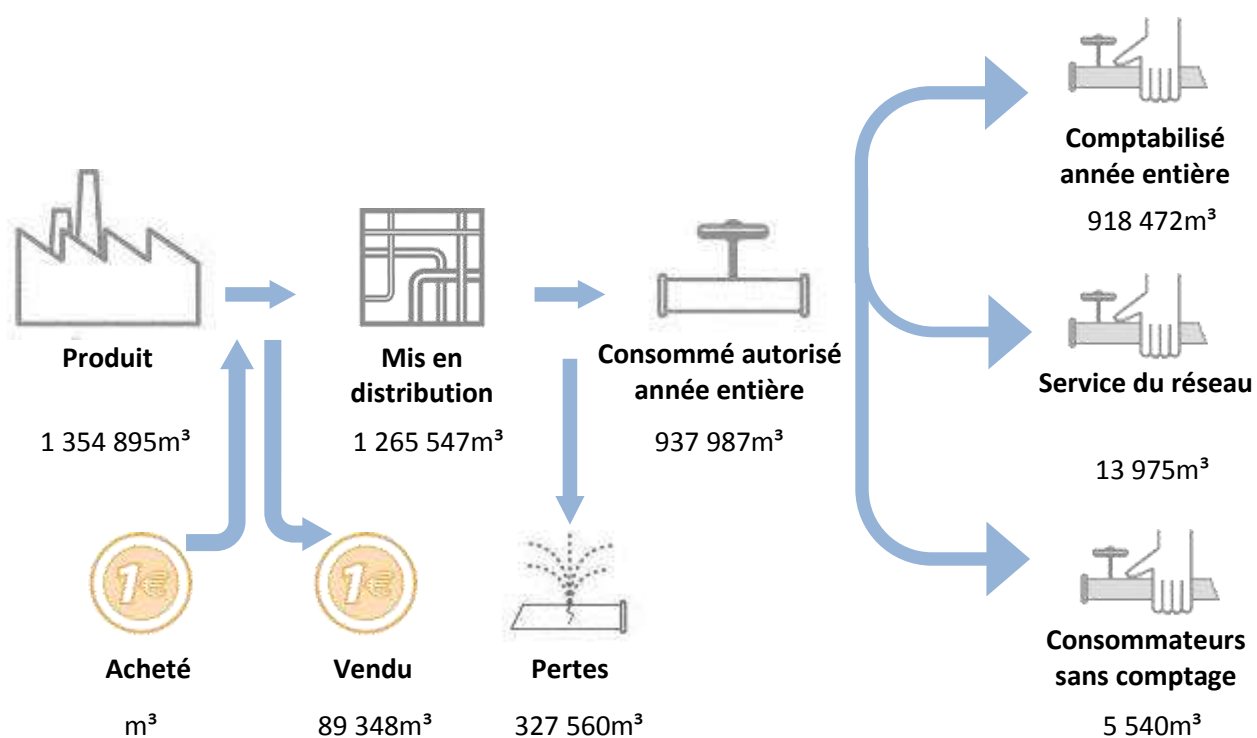
	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 012 333	929 126	976 275	943 240	915 963	-2,9%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	374	340	350	340	365	7,4%
Volume comptabilisé hors ventes en gros année entière (m3)	990 679	997 444	1 018 115	1 012 596	918 472	-9,3%
Volume consommateurs sans comptage (m3)				12 070	5 540	-54,1%
Volume de service du réseau (m3)	28 000	34 500	38 500	10 985	13 975	27,2%
Volume consommé autorisé (m3)	1 040 333	963 626	1 014 775	966 295	935 478	-3,2%
Volume consommé autorisé année entière (m3)	1 018 679	1 031 944	1 056 615	1 035 651	937 987	-9,4%

Afin de renforcer la qualité des informations communiquées dans le rapport annuel, Veolia Eau a précisé la teneur des volumes d'eau consommés non comptés selon la nomenclature de l'association professionnelle des techniciens de l'environnement (ASTEE). Ces volumes se trouvent de facto répartis entre des volumes pour les besoins propres du service (nettoyage des réservoirs, désinfections, purges, besoin des ouvrages) et des volumes pour certains usages (poteaux d'incendie, etc.).

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

Volume consommé par les principaux abonnés (m3)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
DOMAINE D'IMBOURS - LARNAS		52 145	53 361	54 456	61 581	13,1%
GENDARMERIE MOBILE - BSA		7 512	8 141	7 582	7 082	-6,6%
HOPITAL DONA VIERNA - BSA		6 635	7 857	7 705	8 418	9,3%
LA BASTIDE DE TOURNE - BSA		10 414	11 060	10 214	9 324	-8,7%
PRESENTATION DE MARIE - BSA		8 263	7 301	7 611	6 145	-19,3%

→ *Synthèse des flux de volumes*



5.2.3. LA MAITRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement.

La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau, trois ans après le constat de rendement insuffisant.

Le calendrier d'application de cette disposition est précisé dans l'instruction du MEEM du 16 juin 2015 : les services d'eau n'ayant pas atteint le rendement minimum en 2014 et n'ayant pas consécutivement établi un plan d'actions fin 2016 seront susceptibles de voir leur redevance pour prélèvement doublée en 2017 (pour les prélèvements réalisés en 2016).

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2016 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle 2 (%)	ILP (m ³ /j/km)	ILVNC (m ³ /j/km)	ILC (m ³ /j/km)
2016	75,8	66,83	2,91	3,09	9,14

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

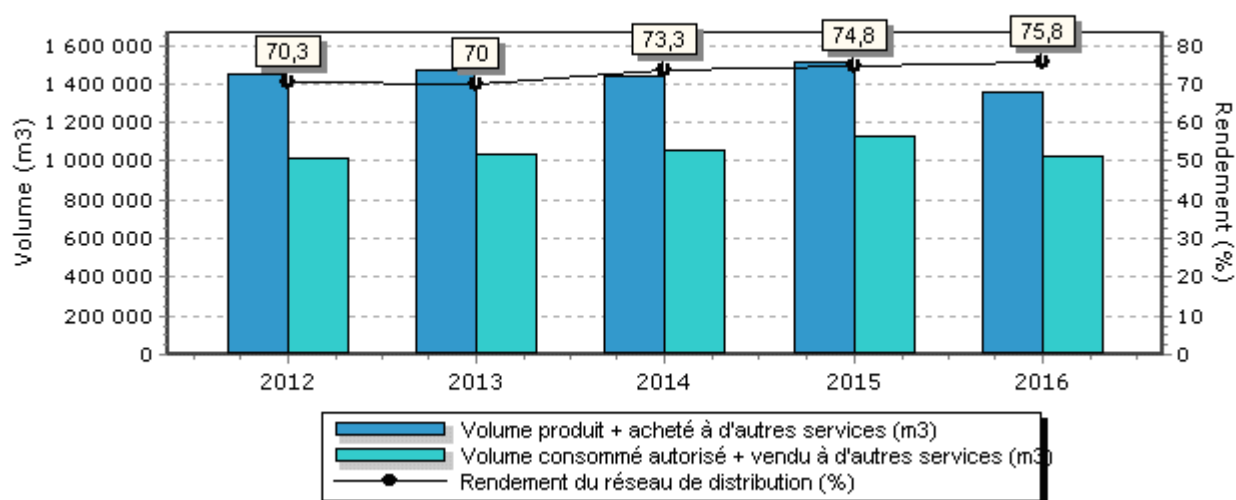
ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	70,3 %	70,0 %	73,3 %	74,8 %	75,8 %	1,3%
Volume consommé autorisé année entière (m3) A	1 018 679	1 031 944	1 056 615	1 035 651	937 987	-9,4%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	0	0	0	98 221	89 348	-9,0%
Volume produit (m3) C	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 515 979	1 354 895	-10,6%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	0	0	0			

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé année entière ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

Evolution du rendement du réseau de distribution



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2016 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2016.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2012	2013	2014	2015	2016
Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/Nombre de jours dans l'année	4,27	3,92	3,43	3,59	3,09
Volume mis en distribution (m³) A	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 417 758	1 265 547
Volume comptabilisé année entière (m³) B	990 679	997 444	1 018 115	1 012 596	918 472
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	293 353	332 513	337 931	309 075	307 142

	2012	2013	2014	2015	2016
Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/Nombre de jours dans l'année	4,01	3,64	3,12	3,39	2,91
Volume mis en distribution (m³) A	1 449 426	1 473 377	1 441 448	1 417 758	1 265 547
Volume consommé autorisé année entière (m³) B	1 018 679	1 031 944	1 056 615	1 035 651	937 987
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	293 353	332 513	337 931	309 075	307 142

5.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

Le suivi des opérations réalisées sur le patrimoine des usines est assuré avec un logiciel de GMAO.

Les opérations retracées couvrent les opérations de maintenance préventives et curatives. Les opérations préventives couvrent, selon les spécificités des équipements et des contrats, les opérations principales suivantes :

→ *Programme hebdomadaire :*

- Analyses de suivi de la qualité de l'eau
- Vérification et réglage des principales installations de désinfection ou de chloration
- Suivi des débits d'eau mis en distribution

→ *Programme mensuel :*

- Suivi de la capacité des ressources, jaugeage des sources
- Contrôle visuel des réservoirs significatifs indépendants
- Vérification et réglage des installations de chloration ou de désinfection secondaires
- Alimentation en réactifs selon les besoins
- Contrôle des volumes d'eau mis en distribution et des principales utilisations
- Suivi des consommations énergétiques
- Entretien des espaces verts (selon la saison)

→ *Programme annuel :*

- Vidange, nettoyage, désinfection et remise en service des réservoirs d'eau potable, sauf dérogation
- Contrôle général de l'état des ouvrages
- Entretien des captages (bac, surverse) : nettoyage, dessablage et désinfection
- Entretien des brises charge : nettoyage surverse, débroussaillage des abords

- Entretien des appareils de régulation (réducteur, stabilisateur de pression) : démontage, nettoyage, remplacement des joints, contrôle des pressions, nettoyage du filtre, du pilote et de la boîte à boue
- Maintenance des systèmes de désinfection : étalonnage et nettoyage des chlорations, vérification et changement des lampes ultra-violettes, entretien des ozoneurs
- Manœuvre des vannes selon les dispositions du contrat
- Entretien des ballons anti-bélier : contrôle de la pression et gonflage
- Vérification des armoires électriques, resserrage des connexions
- Mesure des rendements des pompes et réglage des sondes de niveaux
- Bilan d'eau

→ **Programme de sécurité :**

- Contrôle des appareils électriques (protection du personnel)
- Contrôle des dispositifs haute tension
- Contrôle des appareils sous pression
- Contrôle des appareils de levage
- Contrôle des dispositifs collectifs de sécurité (gaz, détecteurs, ...)
- Contrôle des équipements individuels de sécurité (masques, harnais, ...)
- Contrôle des émissions de polluants (le cas échéant)

Les opérations de sécurité sont réalisées, le cas échéant, avec l'assistance de sociétés de contrôle spécialisées.

5.3.1. LES RECHERCHES DE FUITES

<i>Principales campagnes de recherche de fuites</i>			
<i>Date</i>	<i>Lieu d'intervention</i>	<i>Linéaire inspecté</i>	<i>Type de recherche</i>
08/01/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D201	800	-
01/02/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LA TUILERIE	3000	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
03/02/2016	SAINT-MONTAN : R DU CEZ	7000	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
04/02/2016	GRAS : SAINT-VINCENT	50	- ECOUTE AU SOL -
11/02/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LE MOULIN	600	- ECOUTE AU SOL -
17/02/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : R DU VALLA	2000	SECTORISATION - PRELOCALISATION A POSTE FIXE - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
04/03/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LA PIBOULETTE (LIEU-DIT)	30	-
16/03/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R JULIEN RIGAUD	1000	- PRELOCALISATEURS -
17/03/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV EMILE MARTIN	800	- ECOUTE AU SOL -
22/03/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : BD EDOUARD RAMBAUD	50	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
05/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : BD EDOUARD RAMBAUD	3000	- CORRELATION - DETECTION PHONIQUE - ECOUTE AU SOL -
21/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D86	800	- ECOUTE AU SOL -

21/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D86	3000	SECTORISATION - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
28/04/2016	SAINT-MONTAN : D190	6000	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
02/05/2016	SAINT-MONTAN : RTE DE LARNAS	800	- PRELOCALISATEURS -
04/05/2016	SAINT-MONTAN : R DE CLASTRE	150	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
09/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	1500	- PRELOCALISATEURS -
10/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	1500	- PRELOCALISATEURS -
26/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV FELIX CHALAMEL	4500	- PRELOCALISATEURS -
31/05/2016	LARNAS : D262	6000	- PRELOCALISATEURS - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
02/06/2016	LARNAS : GERBAUX (LIEU-DIT)	8000	- PRELOCALISATEURS -
07/06/2016	GRAS : GOGNE (LIEU-DIT)	800	SECTORISATION - ECOUTE AU SOL - controle compteurs du hameau
08/06/2016	GRAS : BLANCARD (LIEU-DIT)	500	SECTORISATION - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
11/06/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : COUSIGNAC (LIEU-DIT)	200	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
25/07/2016	BIDON : LOT LE CLOS DE GRAND CHAMP	9000	- compteur et visuel
30/08/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE	4000	- PRELOCALISATEURS - PRELOCALISATION A POSTE FIXE -
02/09/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE	500	- PRELOCALISATEURS - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
06/09/2016	GRAS : D462	1000	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
16/09/2016	SAINT-MONTAN : SABATON (LIEU- DIT)	181,52	- PRELOCALISATEURS -
20/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE BELLEVUE	1500	- ECOUTE AU SOL -
22/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV COLONEL GIRARD		- ECOUTE AU SOL -
04/10/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R SAINTE- CROIX	141,98	- ECOUTE AU SOL -
13/10/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON	2000	- PRELOCALISATEURS - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
21/10/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : GRANDE RUE	72,93	- PRELOCALISATEURS - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
15/11/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : GRANDE RUE		- PRELOCALISATEURS -
18/11/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : PL DU PORTAIL DU RHONE	30,59	-
29/11/2016	SAINT-JUST : D86	572,22	-
30/11/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : D86	3000	- PRELOCALISATEURS -

01/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	304,89	- ECOUTE AU SOL -
01/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : LOT LES CHENES BLANCS	134,17	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
13/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	304,89	- CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
13/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	304,89	- ECOUTE AU SOL -
13/12/2016	SAINT-JUST : RTE DE SAINT-MARTIN	48,4	- PRELOCALISATEURS - CORRELATION - ECOUTE AU SOL -
13/12/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE CREUX DE BOULE (LIEU-DIT)	659,57	- PRELOCALISATEURS -
22/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	84,09	- CORRELATION -
22/12/2016	GRAS : D262	281,88	SECTORISATION -
23/12/2016	GRAS : GADIS (LIEU-DIT)	22,73	SECTORISATION -
Nb interventions : 47			Total : 76226 ml

Réparations de fuites sur canalisation

Date	Lieu d'intervention	Type de fuite
21/01/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : NR	Autre
29/01/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : NR	Perforation(s), poinçonnement
10/02/2016	SAINT-MONTAN : SAUVETON	Vanne mal fermée
10/02/2016	SAINT-MONTAN : SAUVETON	Rupture accessoire/pièce
14/03/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE PRADEL (LIEU-DIT)	Rupture accessoire/pièce
05/04/2016	SAINT-MONTAN : SABATON (LIEU-DIT)	Autre
05/04/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R SAINT-MICHEL	Casse transversale
05/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : SAINT-JEAN (LIEU-DIT)	Autre
05/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : TRIGNAN (LIEU-DIT)	Casse transversale
05/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : SALAMAN (LIEU-DIT)	Casse / Fissure longitudinale
05/04/2016	SAINT-MONTAN : D86	Casse / Fissure longitudinale
05/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : TRIGNAN (LIEU-DIT)	Perforation(s), poinçonnement
06/04/2016	SAINT-JUST : D86	Casse / Fissure longitudinale
15/04/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : SAINT-JEAN (LIEU-DIT)	Casse transversale
06/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV JEAN MOULIN	Rupture accessoire/pièce
06/05/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LA BÃŽGUDE (LIEU-DIT)	Casse transversale
09/05/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE	Perforation(s), poinçonnement

02/06/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : SALAMAN (LIEU-DIT)	Casse transversale
07/06/2016	SAINT-MONTAN : LE MOURE (LIEU-DIT)	Autre
01/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : L'OLIVET (LIEU-DIT)	Rupture accessoire/pièce
08/09/2016	GRAS : D462	Casse / Fissure longitudinale
01/11/2016	GRAS : MERMÈS (LIEU-DIT)	Perforation(s), poinçonnement

Nombre de réparations : 22

Réparations de fuites sur branchement		
Date	Lieu d'intervention	Type de fuite
05/01/2016	SAINT-JUST : NR	Casse - Fissure longitudinale
05/01/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV JEAN JAURES	Perforation(s)
06/01/2016	SAINT-JUST : NR	Casse - Fissure longitudinale
07/01/2016	GRAS : SAINT-VINCENT	Casse - Fissure longitudinale
13/01/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D201A	Perforation(s)
14/01/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : PAROT	Perforation(s)
18/01/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : CHE DE LA CROIX VIEILLE	Déboîtement
19/01/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D86	Défaillance accessoire
21/01/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP SALAVERT	Perforation(s)
03/02/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : D201A	Casse - Fissure longitudinale
17/02/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : R DU VALLA	Défaillance accessoire
07/03/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DU GENERAL DE GAULLE	Casse - Fissure longitudinale
29/03/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE DE TRIGNAN	Perforation(s)
29/03/2016	SAINT-JUST : D86	Perforation(s)
31/03/2016	SAINT-JUST : LE CREUX DE BOULE (LIEU-DIT)	Défaillance accessoire
21/04/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LES ALIBERTS (LIEU-DIT)	Casse - Fissure longitudinale
17/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV COLONEL RIGAUD	Perforation(s)
25/05/2016	SAINT-MONTAN : LA BARACANDE (LIEU-DIT)	Perforation(s)
31/05/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R EYSSEYRIC	Casse - Fissure longitudinale
02/06/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : AV DE PROVENCE	Déboîtement
04/07/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE PÊCHER (LIEU-DIT)	Défaillance accessoire
11/07/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : LE PÊCHER (LIEU-DIT)	Défaillance accessoire
13/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : QU MADIER DE MONTJAU	Perforation(s)
18/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DU GENERAL	Perforation(s)

DE GAULLE		
18/07/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : CHAMP DE GRÉZAS (LIEU-DIT)	Casse - Fissure longitudinale
21/07/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP TOURNETTE	Perforation(s)
21/07/2016	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : CHAMP DE GRÉZAS (LIEU-DIT)	Défaillance accessoire
02/08/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : LA BAROTTE (LIEU-DIT)	Casse - Fissure longitudinale
03/08/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE GALIBERT	Casse - Fissure longitudinale
23/08/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : IMP PETIT VERSAILLES	Casse - Fissure longitudinale
24/08/2016	GRAS : LE SÉROUL (LIEU-DIT)	Perforation(s)
24/08/2016	SAINT-MONTAN : CITÉ DU BARRAGE (LIEU-DIT)	Casse - Fissure longitudinale
26/08/2016	SAINT-MONTAN : MARTINAS (LIEU-DIT)	Défaillance accessoire
31/08/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : LOT BELLEVUE	Casse - Fissure longitudinale
31/08/2016	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : RTE TOURISTIQUE DES GORGES DE L'ARDECHE	Défaillance accessoire
23/09/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DES CHENES	Casse - Fissure longitudinale
23/09/2016	SAINT-MONTAN : GÉBELINE (LIEU-DIT)	Casse transversale
12/10/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : CHE DE CHALENCON	Casse - Fissure longitudinale
21/10/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : R DES ABEILLES	Défaillance accessoire
07/11/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : BD SAINTE-MARIE	Casse - Fissure longitudinale
28/11/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : VINSAS (LIEU-DIT)	Déboîtement
06/12/2016	BOURG-SAINT-ANDEOL : LOT LES CHENES BLANCS	Défaillance accessoire
08/12/2016	SAINT-JUST : LE CREUX DE BOULE (LIEU-DIT)	Casse - Fissure longitudinale
21/12/2016	SAINT-JUST : RTE DE SAINT-MARTIN	Casse - Fissure longitudinale

Nombre de réparations : 44

Réparations de fuites sur vanne			
Date	Type	Lieu d'intervention	Commentaire
26/01/2016	Robinet vanne	GRAS : SAINT-VINCENT	remise a la cote et changement deBAC
27/01/2016	Robinet vanne	SAINT-MARCEL-D'ARDECHE : NR	.
30/03/2016	Robinet vanne	BOURG-SAINT-ANDEOL : QU MADIER DE MONTJAU	remplacement du presse étoupe
26/04/2016	Robinet vanne	SAINT-MONTAN : CHÂTEAU CHARNÈVE (LIEU-DIT)	
07/07/2016	Robinet vanne	SAINT-MARTIN-D'ARDECHE : SAUZE	vanne et t remplacer par rpc

(LIEU-DIT)

07/07/2016	Robinet vanne	BOURG-SAINT-ANDEOL : R MARCEL TOURNAYRE	
02/09/2016	Robinet vanne	SAINT-MONTAN : D262	impossible de demonter carré d'ordonnance et presse etoupe prevoir de disquer appareillage fonte
07/09/2016	Robinet vanne	GRAS : D262	il s'agit d'une vanne dn 150
08/11/2016	Robinet vanne	BOURG-SAINT-ANDEOL : LA DIGUE (LIEU-DIT)	
10/11/2016	Robinet vanne	BOURG-SAINT-ANDEOL : PL DE LA REPUBLIQUE	

Nombre de réparations : 10

Réparations de fuites sur équipement			
Date	Type	Lieu d'intervention	Commentaire
28/01/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : D190	nettoyage des 2 boites a boue
10/02/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : R DU CEZ	attente de pieces de rechange
24/02/2016		BOURG-SAINT-ANDEOL : AV MARECHAL LECLERC	2 bac a remonter millieu de route a 10m du rond point
24/02/2016		BOURG-SAINT-ANDEOL : AV DE TOURNE	pose bouchon bac
09/06/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : LE MOURE (LIEU-DIT)	ventouse hs robinet hs montée sur té collé pvc 50
09/06/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : L'ABRI DES CHATS (LIEU-DIT)	bon etat ra ok et ventouse ok
09/06/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : VALESCURE (LIEU-DIT)	tres bon etat
09/06/2016	Ventouse	SAINT-MONTAN : VALESCURE (LIEU-DIT)	tres bon etat
13/06/2016	Ventouse	BOURG-SAINT-ANDEOL : CAMPANE (LIEU-DIT)	

Nombre de réparations : 9

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	28	32	13	42	22	-47,6%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	23	49	25	30	44	46,7%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,3	0,6	0,3	0,4	0,6	50,0%
Nombre de fuites sur compteur	113	97	103	94	54	-42,6%
Nombre de fuites sur équipement	6	2	9	1	19	1 800,0%
Nombre de fuites réparées	170	180	150	167	139	-16,8%
Linéaire soumis à recherche de fuites					76 225	

5.3.2. LES AUTRES OPERATIONS DE MAINTENANCE

→ *Les réseaux et branchements*

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

5.4. L'efficacité environnementale

5.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2012	2013	2014	2015	2016
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	63 %	60 %	59 %	61 %	80 %

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2012	2013	2014	2015	2016
STATION DE FRAOU ST MARCEL	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
STATION DE GERIGE	40 %	40 %	40 %	40 %	80 %
STATION DE GOGNE	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
STATION DES MARRONNIERS	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
STATION LA PIBOULETTE	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %



5.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

5.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- 💧 assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- 💧 réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Les principaux approvisionnements en réactifs de l'exercice sont précisés ci-dessous.

Contrat Externe	J6310	
Quantité approvisionnée		
Catégorie	U	Total
CHLORE	kg	599,0
CHLORE HTH	kg	40,0

5.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

→ La valorisation des déchets liés au service



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

→ Valorisation des boues issues du traitement d'eau potable

Sous l'égide de l'Afnor et avec la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, Veolia a participé à la rédaction d'un guide de bonnes pratiques pour l'élimination et la valorisation des boues issues du traitement d'eau potable. Ce guide apporte des éléments de réponse pour les services souhaitant s'engager dans la valorisation des boues issues des usines de traitement d'eau potable et plus spécifiquement pour leur épandage à des fins agronomiques. Ce guide, publié en 2015, a pour vocation de pallier l'absence de référence réglementaire et/ou normative. Il est accessible sur le site de l'Afnor.

5.5. Propositions d'amélioration du patrimoine

Ces propositions d'amélioration sont issues de l'ensemble des points précédemment développés ainsi que des données disponibles dans les outils de gestion du patrimoine.

Aussi, comme exploitant du service, Veolia est à même de proposer à la Collectivité les arbitrages entre réparation et renouvellement ainsi que des évolutions à programmer pour améliorer la performance du service.

De même, Veolia apporte les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, afin d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a été éprouvé sur des centaines d'installations (par exemple environ 700 usines de traitement d'eau potable en France), ainsi que le suivi de 200 000 km de réseaux d'eau potable et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.



Le patrimoine installation

Notre outil de gestion des équipements permet de connaître à tout moment l'inventaire du patrimoine et l'historique des interventions sur chacun des équipements, qu'il s'agisse des interventions d'exploitation, de maintenance, des contrôles réglementaires ou de sécurité. En fonction des opérations réalisées ou à venir, nos équipes sont alors en mesure de proposer des renouvellements.

Cet outil fournit ainsi des informations objectives pour déterminer les meilleurs choix entre, par exemple, un renforcement de la maintenance d'un équipement sensible ou son remplacement total ou partiel.



6. Le rapport financier du service

6.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2016 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: J6310 -

Eau

LIBELLE	2015	2016	Ecart %
PRODUITS	2 385 255	2 205 794	-7,52 %
Exploitation du service	1 125 112	1 047 777	
Collectivités et autres organismes publics	1 110 987	1 041 306	
Travaux attribués à titre exclusif	91 722	89 023	
Produits accessoires	57 435	27 688	
CHARGES	2 364 556	2 252 427	-4,74 %
Personnel	542 399	442 257	
Energie électrique	143 090	135 872	
Produits de traitement	3 743	1 246	
Analyses	9 234	10 069	
Sous-traitance, matières et fournitures	130 184	131 810	
Impôts locaux et taxes	44 642	50 850	
Autres dépenses d'exploitation	142 974	172 648	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	43 434	32 159	
<i>engins et véhicules</i>	44 347	49 130	
<i>informatique</i>	40 347	41 308	
<i>assurances</i>	5 807	5 355	
<i>locaux</i>	36 887	43 462	
<i>autres</i>	- 27 848	1 234	
Contribution des services centraux et recherche	56 737	42 509	
Collectivités et autres organismes publics	1 110 987	1 041 306	
Charges relatives aux renouvellements	120 754	121 907	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	120 535	121 907	
<i>programme contractuel (renouvellements)</i>	220	0	
Charges relatives aux investissements	11 386	40 630	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	11 386	40 630	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	41 860	51 043	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	6 568	10 280	
RESULTAT AVANT IMPOT	20 699	- 46 633	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	6 895	0	
RESULTAT	13 804	- 46 632	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

14/03/2017

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1)
Année 2016

Collectivité: J6310 -

Eau

LIBELLE	2015	2016	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	1 117 274	1 005 944	-9,96 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 329 992	772 312	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 212 719	233 632	
Ventes d'eau à d'autres services publics	7 838	41 833	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	7 838	41 833	
Exploitation du service	1 125 112	1 047 777	-6,87 %
Produits : part de la collectivité contractante	779 273	741 692	-4,82 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	941 915	574 819	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 162 642	166 873	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	48 252	55 097	14,19 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	69 048	36 831	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 20 796	18 265	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	282 402	243 432	-13,80 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	360 260	157 850	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 77 858	85 581	
Redevance Modernisation réseau	1 060	1 086	2,45 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 078	1 050	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 18	36	
Collectivités et autres organismes publics	1 110 987	1 041 306	-6,27 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	91 722	89 023	-2,94 %
Produits accessoires	57 435	27 688	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

14/03/17

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

6.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

6.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

Nature des biens	2016
Equipements (€)	53 287,20
Compteurs (€)	6 278,70

6.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

6.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition², deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA³ : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

² art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

³ Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

6.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents⁴ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

⁴ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



7. Annexes

7.1. La facture 120 m³

BIDON	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			65,56	65,56	0,00%
Part communale			65,56	65,56	0,00%
Abonnement			38,12	38,12	0,00%
Consommation	120	0,2287	27,44	27,44	0,00%
Organismes publics et TVA			68,70	68,18	-0,76%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			14,70	14,78	0,54%
TOTAL € TTC			366,65	367,69	0,28%

BOURG SAINT ANDEOL	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			140,77	145,17	3,13%
Part délégataire			87,97	87,57	-0,45%
Abonnement			13,80	13,73	-0,51%
Consommation	120	0,6153	74,17	73,84	-0,44%
Part communale			52,80	57,60	9,09%
Consommation	120	0,4800	52,80	57,60	9,09%
Organismes publics et TVA			84,69	84,56	-0,15%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			30,69	31,16	1,53%
TOTAL € TTC			457,85	463,68	1,27%

GRAS	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			133,40	133,40	0,00%
Part communale			133,40	133,40	0,00%
Abonnement			17,00	17,00	0,00%
Consommation	120	0,9700	116,40	116,40	0,00%
Organismes publics et TVA			68,70	68,18	-0,76%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			14,70	14,78	0,54%
TOTAL € TTC			434,49	435,53	0,24%

LARNAS	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			169,53	175,78	3,69%
Part autre(s) délégataire(s)			91,53	91,78	0,27%
Abonnement			15,15	15,20	0,33%
Consommation	120	0,6382	76,38	76,58	0,26%
Part communale			78,00	84,00	7,69%
Consommation	120	0,7000	78,00	84,00	7,69%
Organismes publics et TVA			87,57	87,62	0,06%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			33,57	34,22	1,94%
TOTAL € TTC			489,49	497,35	1,61%

SAINT JUST	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au	Montant au	N/N-1
------------	----------------	-----------------------	---------------	---------------	-------

			01/01/2016	01/01/2017	
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			140,66	141,03	0,26%
Part délégataire			108,22	108,59	0,34%
Abonnement			55,70	55,89	0,34%
Consommation	120	0,4392	52,52	52,70	0,34%
Part communale			32,44	32,44	0,00%
Abonnement			4,14	4,14	0,00%
Consommation	120	0,2358	28,30	28,30	0,00%
Organismes publics et TVA			84,68	84,14	-0,64%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			30,68	30,74	0,20%
TOTAL € TTC			457,73	459,12	0,30%

SAINT MARCEL D'ARDECHE	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			114,57	119,56	4,36%
Part délégataire			61,57	61,56	-0,02%
Abonnement			10,57	10,57	0,00%
Consommation	120	0,4249	51,00	50,99	-0,02%
Part communale			53,00	58,00	9,43%
Abonnement			5,00	10,00	100,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Organismes publics et TVA			82,07	82,00	-0,09%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			28,07	28,60	1,89%
TOTAL € TTC			429,03	435,51	1,51%

SAINT MARTIN D'ARDECHE	m ³	Prix au 01/01/2017	Montant au 01/01/2016	Montant au 01/01/2017	N/N-1
Production et distribution de l'eau			232,39	233,95	0,67%
Part délégataire			130,50	131,22	0,55%
Abonnement			41,21	40,68	-1,29%
Consommation	120	0,7545	89,29	90,54	1,40%
Part communale			95,82	95,82	0,00%
Abonnement			26,58	26,58	0,00%
Consommation	120	0,5770	69,24	69,24	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0576	6,07	6,91	13,84%
Collecte et dépollution des eaux usées			123,50	122,50	-0,81%
Part délégataire			94,72	93,70	-1,08%
Abonnement			49,40	48,87	-1,07%
Consommation	120	0,3736	45,32	44,83	-1,08%
Part communale			28,78	28,80	0,07%
Consommation	120	0,2400	28,78	28,80	0,07%
Organismes publics et TVA			82,97	82,29	-0,82%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	34,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1550	19,20	18,60	-3,12%
TVA			28,97	28,89	-0,28%
TOTAL € TTC			438,86	438,74	-0,03%

7.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Installation de production

STATION DE FRAOU ST MARCEL(Désinfection seule)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	116 288	112 976	98 647	135 451	97 701	-27,9%
Volume produit refoulé (m3)	179 937	195 134	153 455	190 657	143 503	-24,7%
STATION DE GERIGE(Désinfection seule)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	608 074	494 549	627 880	700 561	553 561	-21,0%
Volume produit refoulé (m3)	600 417	720 546	769 869	705 897	651 473	-7,7%
STATION DE GOGNE(Désinfection seule)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	5 272	1 997	1 635	1 812	1 825	0,7%
Volume produit refoulé (m3)	2 037	1 700	1 532	1 514	3 191	110,8%
STATION DES MARRONNIERS(Désinfection seule)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	74 066	53 994	51 938	51 695	-2 556	-104,9%
Volume produit refoulé (m3)	340 126	251 828	243 859	357 335	303 608	-15,0%
STATION LA PIBOULETTE(Désinfection seule)	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	279 331	256 027	239 600	254 523	222 013	-12,8%
Volume produit refoulé (m3)	326 909	304 169	272 733	260 576	253 120	-2,9%

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

REPRISE DE GALIBERT	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	285 363	281 487	352 192	305 649	234 158	-23,4%
REPRISE DE PAROT	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	44 809	42 422	12 526	19 694	13 243	-32,8%
REPRISE FONTGRAND	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	81 840	48 740	60 915	48 840	52 395	7,3%
REPRISE SERRE DU BOUC	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	156 115	124 587	133 616	134 134	115 826	-13,6%

Réservoir ou château d'eau

Réservoir Font Grand - Larnas	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)				0	0	
Réservoir Galibert - BSA	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0	0	
Réservoir Gérige - BSA	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0	0	
Réservoir La Begude - St Marcel	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	0		-1 606	151	156	3,3%
Réservoir La Morelle - BSA	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	0	0	184	139	500	259,7%

Réservoir La Rochette - BSA	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			550	-413	166	-140,2%
Réservoir Le Parot - St Marcel	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0		
Réservoir Le Serre du Bouc	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0		
Réservoir Les Alliberts St Mart	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	5	9	46	82	44	-46,3%
Réservoir Relais TV - BSA	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	149	211	234	199	244	22,6%
Réservoir St Joseph - St Marcel	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	130	202	211	195	228	16,9%

Autres installations eau

Bâche de Gogne - Gras	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0		
Bâche La Piboulette - St Martin	2012	2013	2014	2015	2016	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)			0	0		

7.3. Le contrôle de l'eau

→ *Nombre de résultats et conformité des analyses sur la ressource, l'eau produite et l'eau distribuée par entités réseau*

PC - Forage de Gogne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	14		14	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	14		14	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	52		52	1	n/100ml	<= 10000
pH à température de l'eau	7.09	7.09	7.09	1	Unité pH	
Turbidité	0.5	0.5	0.5	1	NFU	
Température de l'eau	13.2	13.2	13.2	1	°C	<= 25

PC - Forages de Gérige

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		6	4	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		4	4	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		1	4	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	71	71	71	1	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	0.05	0.05	0.05	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	403	403	403	1	mg/l	
pH à température de l'eau	6.9	7.058	7.23	4	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.05	7.05	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	33.1	33.1	33.1	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	34.6	34.6	34.6	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.248	0.55	4	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	13.5	14.875	16	4	°C	<= 25
Température de mesure du pH	22	22	22	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	130	130	130	1	mg/l	
Chlorures	5.3	5.3	5.3	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	650	650	650	1	µS/cm	

Magnésium	4.6	4.6	4.6	1	mg/l	
Potassium	0	0	0	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	7.9	7.9	7.9	1	mg/l	
Sodium	3.1	3.1	3.1	1	mg/l	<= 200
Sulfates	11.3	11.3	11.3	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.76	0.76	0.76	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	3.3	3.3	3.3	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.066	0.066	0.066	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0	0	0	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0.03	0.03	0.03	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Baryum	0.012	0.012	0.012	1	mg/l	
Bore	12.9	12.9	12.9	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	50	50	50	1	µg/l	
Nickel	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	
Sélénium	1.8	1.8	1.8	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	2	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Puits du Fraou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb	Unité	Norme
-----------	------	-------	------	----	-------	-------

				d'analyse(s)		
Bact et spores sulfito-rédu	0		2	2	n/100ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	30	30	30	1	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.3	-0.3	-0.3	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		1	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	439	439	439	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.05	7.225	7.4	2	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	36	36	36	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	43.6	43.6	43.6	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.075	0.15	2	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	12	13.6	15.2	2	°C	<= 25
Température de mesure du pH	22	22	22	1	°C	
Fer dissous	31	31	31	1	µg/l	
Fer total	4	4	4	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	160	160	160	1	mg/l	
Chlorures	18	18	18	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	820	820	820	1	µS/cm	
Magnésium	11.4	11.4	11.4	1	mg/l	
Potassium	2.2	2.2	2.2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	13.9	13.9	13.9	1	mg/l	
Sodium	9.2	9.2	9.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	74	74	74	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	1.1	1.1	1.1	1	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.085	0.085	0.085	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	3.5	3.5	3.5	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.07	0.07	0.07	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0	0	0	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100

Baryum	0.072	0.072	0.072	1	mg/l	
Bore	38.5	38.5	38.5	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	140	140	140	1	µg/l	
Nickel	1.4	1.4	1.4	1	µg/l	
Sélénium	1.3	1.3	1.3	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.085	0.085	0.085	1	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	1	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

PC - Puits La Piboulette

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000
pH à température de l'eau	7.7	7.71	7.72	2	Unité pH	
Turbidité	0.13	0.315	0.5	2	NFU	
Température de l'eau	11.8	13.4	15	2	°C	<= 25

PC - Puits Les Marronniers

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	5		5	1	n/100ml	
Bact Revivifiables à 22°C 68h	300		300	2	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	300		300	2	n/ml	

Bactéries Coliformes	0		201	7	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		201	7	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		201	7	n/100ml	<= 10000
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	71	71	71	1	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	0.05	0.05	0.05	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	404	404	404	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.168	7.3	4	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.05	7.05	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	2	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	33.1	33.3	33.5	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	37	37	37	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur	0	0	0	1	mg/l Pt	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur Saveur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.196	0.4	5	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	13.3	16.94	22.3	5	°C	<= 25
Température de mesure du pH	21	21	21	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	100	120	140	2	mg/l	
Chlorures	12	12	12	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 20°C	639	639	639	1	µS/cm	
Conductivité à 25°C	708	709	710	2	µS/cm	
Magnésium	7.4	8.15	8.9	2	mg/l	
Potassium	1.5	1.5	1.5	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	13.2	13.2	13.2	1	mg/l	
Sodium	7.5	7.5	7.5	1	mg/l	<= 200
Sulfates	40.6	40.6	40.6	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.72	0.78	0.84	2	mg/l C	<= 10
H2S Qualit.(0= RAS 1 présence)	0		0	1	Qualitatif	
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.061	0.061	0.061	1	µg/l	<= 2
Déséthylatrazine	0.006	0.006	0.006	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0.05	0.05	0.05	1	mg/l	<= 4
Nitrates	7.7	9.35	11	2	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.154	0.154	0.154	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Orthophosphates	0	0	0	1	mg/l PO4	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	

Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Baryum	0.054	0.054	0.054	1	mg/l	
Bore	27.9	27.9	27.9	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	100	100	100	1	µg/l	
Nickel	0.9	0.9	0.9	1	µg/l	
Sélénium	1.6	1.6	1.6	1	µg/l	<= 10
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.067	0.067	0.067	1	µg/l	<= 5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
Somme des 7 PCBi	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0	0	0	2	mg/l	
Chlore total	0	0	0	1	mg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

UP - Station de Géрге

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		9	12	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		13	12	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	12	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	12	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	12	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	3	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	3	µg/l	
Carbonates	0	0	0	6	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	37	51	58	3	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.05	-00	0.05	6	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	6	Qualitatif	[1 - 2]

Hydrogénocarbonates	381	395.5	409	6	mg/l	
pH à température de l'eau	6.9	7.211	7.45	12	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.1	7.15	7.25	6	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.2	7.26	7.4	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	6	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	31.3	32.433	33.5	6	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.7	34	35	6	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Turbidité	0.15	0.255	0.4	12	NFU	<= 1
Acrylamide	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	11	13.65	16.2	12	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20	21.2	23	5	°C	
Fer total	3	4	5	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Calcium	130	130	130	6	mg/l	
Chlorures	5	5.167	5.8	6	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	600	636.667	670	6	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	2.6	3.317	4.6	6	mg/l	
Potassium	0	0.283	1.1	6	mg/l	
Sodium	2.7	3.033	3.5	6	mg/l	<= 200
Sulfates	10.3	11.35	12.3	6	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.53	0.916	1.4	8	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0.01	0.06	6	mg/l	<= 0.1
Nitrates	1.9	2.55	3.3	6	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.038	0.054	0.066	6	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0.008	0.05	6	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0.006	0.012	3	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Baryum	0.01	0.011	0.011	3	mg/l	<= 0.7
Bore	10.6	11.433	12	3	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Fluorures	40	43.333	50	3	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	3	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0.367	1.1	3	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	3	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	3	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	3	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	3	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	3	µg/l	

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	3	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	3	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	3	µg/l	
Dichlorobenzamide-2,6	0	0.002	0.007	3	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0	0.002	0.007	3	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0	0	3	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0.037	0.11	3	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	3	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	3	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.27	0.443	0.55	12	mg/l	
Chlore total	0.3	0.433	0.55	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	3	µg/l	
Chloroforme	0	1.767	3.8	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.2	1.4	1.5	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	1.4	2.6	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1.2	4.567	7.9	3	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	3	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	3	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	3	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	3	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	3	µg/l	
Styrène	0	0	0	3	µg/l	
Toluène	0	0	0	3	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	3	µg/l	

UP - Station de Gogne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	5	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		1	5	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	5	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	5	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	5	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.1	-0.1	-0.1	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	429	429	429	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.09	7.33	7.63	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.5	7.5	7.5	1	Unité pH	[6,5 - 9]

Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	35.1	35.1	35.1	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	36.9	36.9	36.9	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.1	0.46	0.8	5	NFU	<= 1
Température de l'eau	11	13.38	16	5	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20	20	20	1	°C	
Calcium	130	130	130	1	mg/l	
Chlorures	5.5	5.5	5.5	1	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	680	680	680	1	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	13.5	13.5	13.5	1	mg/l	
Potassium	4.3	4.3	4.3	1	mg/l	
Sodium	9.3	9.3	9.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	29.4	29.4	29.4	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	1.2	1.35	1.5	2	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Nitrates	5	5	5	1	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.1	0.1	0.1	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.12	0.212	0.3	5	mg/l	
Chlore total	0.3	0.3	0.3	1	mg/l	

UP - Station du Fraou

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		2	8	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	8	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	8	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	8	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	8	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	65	65	65	1	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.05	-0.025	-00	2	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	431	434	437	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.175	7.45	6	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.075	7.1	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	35.3	35.55	35.8	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	42.3	43.1	43.9	2	°F	

Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.16	0.3	6	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	10.5	12.967	15.5	6	°C	<= 25
Température de mesure du pH	19	19	19	1	°C	
Fer total	37	37	37	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	150	155	160	2	mg/l	
Chlorures	18	19	20	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	830	840	850	2	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	11.4	11.6	11.8	2	mg/l	
Potassium	2	2	2	2	mg/l	
Sodium	8.8	9.2	9.6	2	mg/l	<= 200
Sulfates	69.4	71.75	74.1	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.89	1.158	1.3	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	3.4	3.5	3.6	2	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.068	0.07	0.072	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.005	0.005	0.005	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.056	0.056	0.056	1	mg/l	<= 0.7
Bore	48	48	48	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	140	140	140	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	

Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Activité alpha totale	0.03	0.03	0.03	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0.12	0.12	0.12	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.23	0.505	0.9	6	mg/l	
Chlore total	0.45	0.45	0.45	2	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

UP - Station La Piboulette

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	5	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		4	11	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		2	11	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	11	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	11	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	11	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	2	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	5	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	0	2.75	5.5	2	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	0.05	0.22	0.4	5	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		4	5	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	127	141.4	161	5	mg/l	
pH à température de l'eau	7.65	7.856	8.25	10	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.75	7.94	8.1	5	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.8	8.02	8.5	5	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	5	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	10.4	11.58	13.2	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.9	12.22	13.5	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	

Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.255	0.8	10	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	10	14.133	19	9	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20	21.6	23	5	°C	
Fer total	2	6	10	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	39	44.2	49	5	mg/l	
Chlorures	3.6	4	4.5	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	230	264	320	5	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	2.1	2.86	3.3	5	mg/l	
Potassium	0.8	1.14	1.5	5	mg/l	
Sodium	4	4.36	4.9	5	mg/l	<= 200
Sulfates	7.9	9.1	10.7	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.261	0.66	7	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0.012	0.06	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	1.04	2.1	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0.021	0.042	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.021	0.027	0.032	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	1.4	1.65	1.9	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.032	0.036	0.039	2	mg/l	<= 0.7
Bore	8.3	14.6	20.9	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	80	85	90	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	2	Bq/l	
Activité bêta totale	0	0	0	2	Bq/l	

Dose totale indicative	0	0	0	2	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	2	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.25	0.416	0.5	9	mg/l	
Chlore total	0.3	0.45	0.55	5	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	2	µg/l	
Chloroforme	0.8	2.4	4	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	2	4	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	2	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	2	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	2	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	2	µg/l	
Styrène	0	0	0	2	µg/l	
Toluène	0	0	0	2	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	2	µg/l	

UP - Station Les Marronniers

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		15	3	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		7	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		6	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Tetrachlorobenzène-1,2,4,5	0	0	0	1	µg/l	
Trichlorobenzène-1,2,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre calculé	89	89	89	1	mg/l	
Delta pH = PHE - PHEAU	0.05	0.1	0.15	2	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	393	395.5	398	2	mg/l	
pH à température de l'eau	6.9	7.13	7.37	7	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.1	7.15	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7	7.15	7.3	2	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	32.2	32.4	32.6	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	36.1	36.15	36.2	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.14	0.23	7	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1

Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	13.4	15.057	17.7	7	°C	<= 25
Température de mesure du pH	19	20.5	22	2	°C	
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	130	130	130	2	mg/l	
Chlorures	11	13	15	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	720	720	720	2	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	6.9	6.95	7	2	mg/l	
Potassium	1.4	1.4	1.4	2	mg/l	
Sodium	7.4	8.45	9.5	2	mg/l	<= 200
Sulfates	36	36.5	37	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.72	0.865	0.96	4	mg/l C	<= 2
Déséthylatrazine	0.005	0.005	0.005	1	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0.06	0.06	0.06	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	7.8	8.2	8.6	2	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.172	0.174	0.176	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0.03	0.06	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.008	0.008	0.008	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.049	0.049	0.049	1	mg/l	<= 0.7
Bore	25	25	25	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	100	100	100	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dibromoéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dibromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Pesticides totaux	0.005	0.005	0.005	1	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0.27	0.27	0.27	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1

Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.1	0.259	0.35	7	mg/l	
Chlore total	0.35	0.35	0.35	2	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	1.1	1.1	1.1	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.4	1.4	1.4	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	2.5	2.5	2.5	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Cumène	0	0	0	1	µg/l	
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Paraxylène	0	0	0	1	µg/l	
Styrène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	
Xylènes (somme O+M+P)	0	0	0	1	µg/l	

ZD - BIDON-ST REMEZE

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		4	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		5	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.45	-0.175	0.1	6	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		4	6	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.1	7.408	7.6	10	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.175	7.35	6	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.1	7.35	7.6	6	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	31.7	33.133	33.9	6	°F	
Titre Hydrotimétrique	17.424	32.074	37.016	6	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Turbidité	0	0.231	0.8	10	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	8	16.33	22	10	°C	<= 25
Température de mesure du pH	16	20.5	24	6	°C	
Fer total	5	5	5	1	µg/l	<= 200
Calcium	66	122.667	140	6	mg/l	
Chlorures	5	5.45	6.1	6	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	630	650	660	6	µS/cm	[200 - 1100]

Magnésium	2.2	3.35	4.8	6	mg/l	
Potassium	0	0.117	0.7	6	mg/l	
Sodium	2.9	16.2	81.7	6	mg/l	<= 200
Sulfates	10.9	11.95	12.7	6	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0.012	0.07	6	mg/l	<= 0.1
Nitrates	1.6	2.5	3.5	6	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.042	0.042	0.042	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0.009	0.009	0.009	1	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.087	0.087	0.087	1	mg/l	<= 2
Nickel	3.6	3.6	3.6	1	µg/l	<= 20
Plomb	3.8	3.8	3.8	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.08	0.203	0.45	10	mg/l	
Chlore total	0.15	0.275	0.5	6	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	2.9	2.9	2.9	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.5	2.5	2.5	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	3	3	3	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	8.4	8.4	8.4	1	µg/l	<= 100

ZD - BSA Bourg Saint Andéol

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	12	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		71	40	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	40	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	40	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	40	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	40	n/100ml	= 0
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.3	-0.013	0.4	12	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		4	12	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	6.9	7.28	8	37	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.85	7.163	7.8	12	Unité pH	

pH mesuré au labo	7.1	7.267	7.6	12	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	29.9	32.258	36.1	12	°F	
Titre Hydrotimétrique	0.8	31.92	38.276	12	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	12	Qualitatif	
Turbidité	0	0.325	1.2	37	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	11	16.978	26	36	°C	<= 25
Température de mesure du pH	19	21.417	23	12	°C	
Fer total	8	8	8	1	µg/l	<= 200
Calcium	3.2	119.433	140	12	mg/l	
Chlorures	4.1	8.467	14	12	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	590	679.167	730	12	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	0	4.908	7.8	12	mg/l	
Potassium	0	0.858	1.9	12	mg/l	
Sodium	2.3	19.875	178	12	mg/l	<= 200
Sulfates	8.6	24.967	45.7	12	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0.01	0.06	12	mg/l	<= 0.1
Nitrates	1.5	5.583	8.8	12	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.166	0.166	0.166	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0.005	0.005	0.005	1	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.025	0.025	0.025	1	mg/l	<= 2
Nickel	7.2	7.2	7.2	1	µg/l	<= 20
Plomb	1.3	1.3	1.3	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0.04	0.04	0.04	1	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0.04	0.04	0.04	1	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0.04	0.04	0.04	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.175	0.45	36	mg/l	
Chlore total	0	0.182	0.45	13	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	2.4	2.4	2.4	1	µg/l	
Chloroforme	0.6	0.6	0.6	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.9	2.9	2.9	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.3	1.3	1.3	1	µg/l	

Trihalométhanes totaux (4)	7.2	7.2	7.2	1	µg/l	<= 100
----------------------------	-----	-----	-----	---	------	--------

ZD - HAMEAUX GOGNE (1 abonné)

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		43	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		37	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	7	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	7	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.25	-0.163	-0.05	4	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		2	4	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.2	7.35	7.7	7	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.113	7.25	4	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.3	7.4	7.5	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	28.5	33.55	36	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	30.86	34.867	36.426	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.229	0.61	7	NFU	<= 2
Température de l'eau	11.5	16.857	21.2	7	°C	<= 25
Température de mesure du pH	19	20.75	22	4	°C	
Calcium	110	117.5	120	4	mg/l	
Chlorures	5.1	6.475	9.2	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	700	720	730	4	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	8	13.075	15.3	4	mg/l	
Potassium	1.5	4.125	5.2	4	mg/l	
Sodium	7.7	9.4	10.6	4	mg/l	<= 200
Sulfates	29.7	31.825	33.9	4	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6.1	6.775	7.5	4	mg/l	<= 50
Chlore libre	0.03	0.204	0.6	7	mg/l	
Chlore total	0.07	0.268	0.7	4	mg/l	

ZD - SI-BSA Larnas Gras

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		24	16	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		21	16	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	16	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	16	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	16	n/100ml	= 0

Delta pH = PHE - PHEAU	-0.35	-0.25	-0.15	2	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7.2	7.593	8.03	13	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.05	7.2	7.35	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.3	7.65	8	2	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	30.7	31.95	33.2	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	34.81	34.957	35.104	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0.12	0.365	1.2	14	NFU	<= 2
Température de l'eau	7.4	14.785	24	13	°C	<= 25
Température de mesure du pH	15	19	23	2	°C	
Calcium	130	130	130	2	mg/l	
Chlorures	9.2	10.1	11	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	680	685	690	2	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	5.5	5.85	6.2	2	mg/l	
Potassium	0.9	1.1	1.3	2	mg/l	
Sodium	5.2	6.1	7	2	mg/l	<= 200
Sulfates	24	28.5	33	2	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0.04	0.08	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	5.1	6.5	7.9	2	mg/l	<= 50
Chlore libre	0.15	0.3	0.5	13	mg/l	
Chlore total	0.25	0.325	0.4	2	mg/l	

ZD - SI-BSA réseau Sud

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		13	24	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		41	38	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	38	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	38	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	38	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	38	n/100ml	= 0
Delta pH = PHE - PHEAU	-0.55	-0.052	0.35	23	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0		2	20	Qualitatif	[1 - 2]
pH à température de l'eau	7	7.638	8.1	36	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	6.95	7.539	7.95	23	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.4	7.804	8.1	23	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique Complet	11.7	21.23	36.4	23	°F	
Titre Hydrotimétrique	12.26	24.262	44.914	23	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	23	Qualitatif	
Turbidité	0	0.108	0.6	36	NFU	<= 2

Acrylamide	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	11	17.247	26.8	36	°C	<= 25
Température de mesure du pH	17	20.391	23	23	°C	
Fer total	0	1	3	3	µg/l	<= 200
Calcium	44	87.348	160	23	mg/l	
Chlorures	3.8	8.3	21	23	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	260	481.304	870	23	µS/cm	[200 - 1100]
Magnésium	3	5.774	11.7	23	mg/l	
Potassium	0.9	1.474	2.2	23	mg/l	
Sodium	4.1	5.852	9.6	23	mg/l	<= 200
Sulfates	8.8	29.065	75	23	mg/l	<= 250
Ammonium	0	0.01	0.08	23	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	2.361	5.5	23	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.03	0.046	0.078	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0.01	0.03	3	mg/l	<= 0.5
Aluminium total	0.008	0.011	0.014	3	mg/l	<= 0.2
Antimoine	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	3	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	3	µg/l	<= 50
Cuivre	0.046	0.098	0.167	3	mg/l	<= 2
Nickel	0.5	0.933	1.5	3	µg/l	<= 20
Plomb	0.6	3.233	5.2	3	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	3	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Fluoranthène	0	0	0	3	µg/l	
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	3	µg/l	
Hydrocarb.polycycl.arom. 6subs	0	0	0	3	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	3	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.269	0.45	36	mg/l	
Chlore total	0	0.292	0.5	23	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0.8	2.4	3	µg/l	
Chloroforme	3.7	4.433	5.5	3	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	1.7	5.1	3	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.5	2.633	4.7	3	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	5.4	9.567	17.7	3	µg/l	<= 100

7.4. L’empreinte environnementale

Le développement d’outils adaptés permet d’évaluer de manière pertinente l’empreinte carbone et l’empreinte eau des services publics de l’eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d’actions visant à limiter les impacts et à réduire l’empreinte du service.

Veolia s’est également engagé dans la cotation développement durable de certains services publics d’eau et d’assainissement afin de mesurer l’efficacité de ses actions au regard d’une performance globale. La direction technique et performance consolide l’ensemble des Reporting et peut si la collectivité le souhaite calculer des indicateurs spécifiques tels que le Water Impact Index.

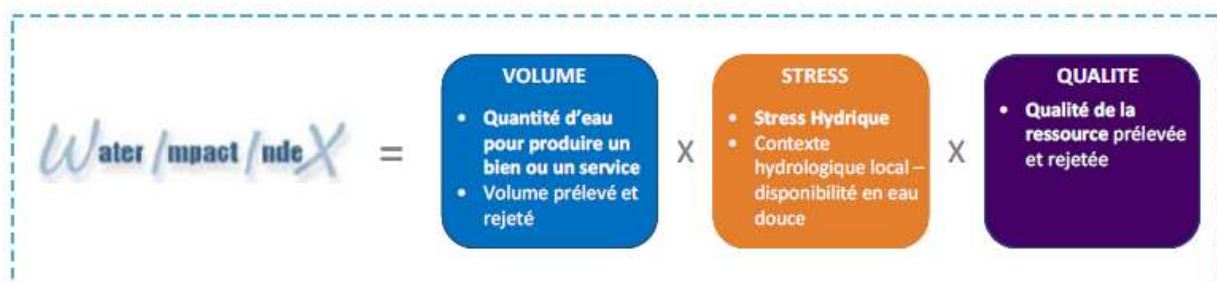


Le Water Impact Index

Le WIIX (Water Impact Index) est l’indicateur d’empreinte eau que nous avons développé pour évaluer l’impact de nos activités sur la ressource « eau ». Le WIIX prend en compte l’ensemble des prélèvements et des rejets d’eau directs et indirects dans le milieu naturel.

Il permet d’évaluer l’impact d’une activité sur la disponibilité des ressources en eau. Le Water Impact Index prend en compte la quantité d’eau utilisée et également sa qualité et le stress hydrique local.

Compatible avec la norme ISO 14046, le WIIX permet d’identifier si l’empreinte eau est générée directement par le service ou si elle se situe en amont (énergie et réactifs consommés) ou en aval (traitement des déchets)



7.5. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2016 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société CGE au sein du Centre Régional Arc Alpin Jura de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

L'organisation de Veolia Eau s'articule en métropole autour de 21 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones aux effectifs resserrés. Pour répondre aux exigences des clients, les Centres Régionaux se sont vu confier, au plus près du terrain par conséquent, un certain nombre de moyens notamment techniques et commerciaux. Par ailleurs, la fonction comptable est mutualisée dans un centre comptable national afin d'optimiser la productivité de ces tâches.

Au sein de cette organisation, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société CGE a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

Par ailleurs, la loi dite « Warsmann » du 17/05/11 fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur. Ces dégrèvements interviennent en minoration de factures déjà émises. A compter de l'exercice 2016, ces dégrèvements (comme l'ensemble des dégrèvements) sont portés en minoration des produits d'exploitation de l'exercice où ils sont accordés alors qu'ils étaient auparavant comptabilisés sur la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement ».

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 22).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...) . En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée, correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

Par ailleurs, on rappelle que comme évoqué au §2 « Produits », les dégrèvements accordés au titre de la loi « Warsmann » (comme l'ensemble des dégrèvements) sont portés à compter de 2016 en minoration des produits d'exploitation de l'exercice où ils sont accordés ; ils étaient auparavant comptabilisés sur la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement ». Ce retraitement peut également expliquer une partie de l'évolution de ce poste en 2016.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2016 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3% applicable lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de

renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2016 au titre de l'exercice 2015.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2016 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2017.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

7.6. Actualité réglementaire 2016

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ *Application de la Loi NOTRe*

Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE).

L'arrêté du 20 janvier 2016 modifie l'arrêté du 17 mars 2006. Il impose qu'une Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (Socle) soit annexée au plus tard le 31 décembre 2017 à chacun des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE - définissant les priorités des politiques de l'eau sur chacun des grands bassins hydrographiques). La première Socle sera établie par le préfet coordonnateur de bassin après avis du comité de bassin.

Dans une note d'information aux Préfets en date du 13 juillet 2016, la Direction Générale des Collectivités Locales rappelle qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences «eau» et «assainissement» seront exercées à titre obligatoire par les communautés de communes (CC) et communautés d'agglomération (CA). Pour ce qui concerne la compétence «assainissement», elle expose les mécanismes transitoires applicables aux CC pour la période 2018-2020. Enfin, elle souligne que la compétence «assainissement» inclut le service d'évacuation et de traitement des eaux pluviales.

La note aux préfets coordonnateurs de bassin du 7 novembre 2016 détaille les échéances de mise en œuvre dans les territoires des nouvelles compétences de la gestion locale de l'eau, à savoir :

- Etape 1 pour le 31/12/2017 : centrée sur les compétences Gemapi, Eau et Assainissement incluant une phase de consultation des Collectivités durant l'été 2017 ;
- Etape 2, à l'horizon 2020/2021 : en configuration définitive pour intégration dans les SDAGE 2022 – 2027.

L'annexe de la note du 7 novembre 2016 liste l'ensemble des compétences exclusives et partagées selon la nature des Collectivités (EPCI, Département, Région). Les compétences exclusives des EPCI sont « eau », « assainissement », « GEMAPI », « eaux pluviales urbaines » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie ».

Contentieux européens et responsabilité des collectivités territoriales.

Pris au titre de l'article 112 de la loi NOTRe (codifié L.1611-10 dans le CGCT), le décret n°2016-1910 du 27 décembre 2016 précise les modalités selon lesquelles l'Etat peut solliciter les collectivités territoriales dans le cadre d'un manquement au droit de l'Union Européenne relevant en tout ou partie de compétences exercées par les collectivités territoriales ou leurs groupements.

→ **GEMAPI**

L'acronyme GEMAPI pour « GEStion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

Plusieurs textes législatifs et réglementaires publiés en 2016 ont précisé les modalités de ce transfert de compétences devant survenir au 1^{er} janvier 2018.

Loi biodiversité.

Les articles 61 à 65 de la loi Biodiversité du 8 août 2016 introduisent différentes dispositions concernant les Etablissements Publics de Territoriaux de Bassin et les modalités d'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Prévention des inondations et systèmes d'endiguement.

Dans une note du 13 avril 2016, relative à la gestion des systèmes d'endiguement, le MEEM apporte un éclairage technique sur la nouvelle gestion des systèmes d'endiguement et précise les conditions de mise à disposition des ouvrages existants aux autorités compétentes en matière de GEMAPI. Notamment, un guide méthodologique précise l'économie générale des systèmes d'endiguement et présente les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour les systèmes d'endiguement, selon que la compétence GEMAPI est exercée directement, par transfert ou délégation de compétence.

Les actions nationales prioritaires en matière de risque d'inondation pour 2016-2017 ont été précisées dans une instruction du 26 juillet 2016 (BO min. Écologie n° 14/2016, 10 août).

→ *Marchés publics et concessions*

L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a été complétée par le décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016, la nouvelle réglementation applicable aux marchés publics est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016 et s'applique aux marchés passés postérieurement à cette date.

L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ont quant à eux mis en application le nouveau régime des concessions au titre desquelles figurent les concessions de services publics et donc les délégations de services publics d'eau et d'assainissement. Ce nouveau régime est applicable aux procédures engagées postérieurement au 1^{er} avril 2016 à l'exception notable des dispositions relatives aux conditions de modification des concessions qui elles s'appliquent aux contrats en cours.

Ces deux dispositifs très structurants ont été complétés par divers textes au contenu plus administratifs : deux arrêtés des 19 mars et 25 mai 2016 listant les documents et certificats pouvant être demandés aux candidats à un marché public ainsi qu'un arrêté du 21 mars 2016 fixant le modèle d'avis à appliquer pour la passation d'un contrat de concession.

→ *Numérique*

Loi pour une République Numérique.

La loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République Numérique intègre dans le champ de la libre réutilisation toutes les données produites ou reçues par des personnes exerçant un SPIC revenant ainsi sur l'exception mise en place par la loi sur l'Open Data dite « Valter » du 29 décembre 2015.

La loi maintient néanmoins une exception en dotant les administrations exerçant une mission de SPIC soumise à la concurrence du droit de s'opposer à la libre réutilisation des bases de données qu'elles ont produites ou reçues.

Un décret n°2016-1036 du 28 juillet 2016, dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2017, encadre les conditions dans lesquelles des redevances de réutilisation de données publiques peuvent être appliquées, par dérogation au principe de gratuité, ainsi que leurs modalités de calcul.

Saisie de l'administration par Voie Electronique.

Deux textes publiés en 2016 sont venus préciser le droit des usagers de saisir les services publics locaux par voie électronique.

1. Le décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 prévoit les conditions d'application du droit de saisir l'administration par voie électronique qui s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.
2. Le décret n°2016-1491 du 4 novembre 2016 fixe les démarches faisant exceptions temporaires ou définitives à ce droit de saisie au profit des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des établissements publics de coopération intercommunale.

Facturation électronique.

Le décret du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 novembre ont été pris en application de l'ordonnance du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique. Cette nouvelle réglementation s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux personnes publiques.

Elle stipule que les fournisseurs de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics doivent obligatoirement transmettre leurs factures sous forme électronique. En retour, l'Etat, les collectivités territoriales et des établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques de leurs fournisseurs.

Les textes précisent que la dématérialisation doit s'opérer via le portail mis en œuvre à cet effet par le ministère du Budget (« Chorus pro »), à l'exclusion de tout autre mode de transmission. Mais également que les entités publiques ne pourront rejeter les factures transmises hors Chorus Pro (ex : envoi de factures papier) qu'après avoir rappelé l'obligation de dématérialisation, via Chorus Pro, à leur fournisseur.

L'AIFE (Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat), dépendant du ministère des Finances édite un annuaire des entités publiques concernées par la réforme (services de l'Etat, collectivités territoriales, établissements publics).

Sécurité des systèmes d'information.

Pris en application des articles R 1332-41-1 R 1332-41-2 et R 1332-41-10 du code de la défense, l'arrêté du 17 juin 2016 fixant les règles de sécurité et les modalités de déclaration des systèmes d'information d'importance vitale et des incidents de sécurité relatives au secteur d'activités d'importance vitale « Gestion de l'eau » est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016. Cet arrêté détaille :

- les règles de sécurité que les opérateurs d'importance vitale (OIV) dans le domaine de la gestion de l'eau sont tenus de respecter pour protéger leurs systèmes d'information ;
- leurs délais d'application ;
- les modalités de déclaration à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- la liste de leurs systèmes d'information d'importance vitale identifiés par type de système ;
- ainsi que les modalités de déclaration à l'ANSSI de certains types d'incidents affectant la sécurité ou le fonctionnement de leurs systèmes d'information.

→ Amiante

L'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels crée un nouvel article au sein du code du travail, l'article L. 4412-2, sur le repérage avant travaux en matière d'amiante.

Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles a désormais une obligation légale de faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités d'application et, le cas échéant d'exemption, de cette mesure seront précisées par voie réglementaire.

→ *Transition énergétique et émission de GES*

Certificats d'Economie d'Energie.

L'arrêté du 5 août 2016 portant validation du programme « Expérimentation d'un passeport de rénovation énergétique dans les TEPCV avec pré-diagnostic en ligne » rend possible la valorisation des diagnostics énergétiques dans les territoires labellisés «énergie positive» grâce au dispositif des certificats d'économie d'énergie.

Emissions atmosphériques et Gaz à Effet de Serre.

L'ordonnance n° 2015-1737 et le décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015 sont venus changer sensiblement les règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2016. En effet, l'administration s'est rendue compte des similitudes des données à traiter pour établir les BEGES et les audits et a lissé les différences entre les deux référentiels. Les BEGES et audits sont soumis à un nouveau régime avec une nouvelle périodicité pour les BEGES (4 ans au lieu de 3 ans), un délai prolongé pour la remise des audits, des sanctions administratives pour défaut de production des BEGES, et la production de ces deux documents sur une plateforme informatique gérée par l'ADEME. Deux arrêtés complètent le dispositif : un arrêté précise les données à renseigner sur la plate-forme informatique mise en place pour les BEGES tandis qu'un autre ajoute un gaz, le tri fluorure d'azote, qui devra être pris en compte dans les BEGES devant être rendus à partir du 1^{er} juillet 2016.

→ *Economie circulaire*

Biogaz

L'ordonnance n° 2016-411 du 7 avril 2016 vise à favoriser le développement de la filière d'injection de biométhane dans les réseaux de distribution de gaz afin d'atteindre les objectifs de production fixés dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévue à l'article L.141-1 du code de l'énergie. Certaines dispositions sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2016.

Décret n° 2016-929 du 7 juillet 2016 : En application de la loi sur la transition énergétique, les installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes peuvent être approvisionnées par des cultures alimentaires, dans la limite de seuils définis par le décret le seuil est, sauf dérogation, de 15 % du tonnage brut total des intrants par année civile. Cette disposition ne s'applique qu'aux installations mises en service après le 1^{er} janvier 2017.

Biomasse.

Le décret n° 2016-1134 du 19 août 2016 pris en application des articles 175 et 197 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte prévoit le contenu de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB) et des schémas régionaux biomasse (SRB). Les SNMB et SRB visent les actions nécessaires à la réalisation de l'objectif de réduction de 30 % de la consommation énergétique primaire des énergies fossiles en 2030, par rapport à l'année de référence 2012.

Service public de l'eau

→ *Relation avec les abonnés*

Recouvrement des petites créances.

Depuis le 1^{er} juin 2016, il est possible en application du décret n°2016-285 du 9 mars 2016 et du nouvel article 1244-4 du Code Civil (loi n°2015 du 6 août 2015) de recouvrer une créance jusqu'à 4000 euros (principal et intérêts compris) par la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances mise en œuvre auprès d'un huissier de justice sans faire appel à un juge.

Présentation du prix au litre.

L'arrêté du 28 avril 2016 définit les modalités de calcul et de présentation du prix du litre d'eau tel qu'il doit figurer sur la facture dès le 1^{er} janvier 2017. Le consommateur est informé du prix du prix de l'eau en distinguant, d'une part, le coût de l'abonnement et, d'autre part, le prix TTC du litre d'eau basé sur la seule consommation.

L'indication du prix au litre apparaît déjà sur les factures des abonnés mais la règle de présentation nécessitait d'être harmonisée.

→ *Travaux à proximité des réseaux / réforme anti-endommagements / DT-DICT*

L'arrêté du 12 janvier 2016 modifie le formulaire CERFA relatif à l'avis de travaux urgents (ATU) et crée une notice explicative qui lui est associée. Il modifie également le formulaire CERFA relatif au récépissé de DT ou de DICT.

L'ordonnance n°2016-282 du 10 mars 2016 modifie de façon mineure la seule partie législative des articles du Code de l'Environnement relatifs à la réforme.

L'arrêté du 26 juillet 2016 fixe pour l'année 2016 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice (« Guichet Unique » de l'Inéris) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

L'arrêté du 27 décembre 2016 rend d'application obligatoire le guide technique, récemment remis à jour sous la forme de trois fascicules. Le texte simplifie par ailleurs le fonctionnement du guichet unique, en particulier la gestion des modifications des zones d'implantation des réseaux justifiées par les mises à jour successives de la carte des périmètres des communes.

→ *Dispositions diverses*

Métrologie légale & comptage.

Divers textes français et européens relatifs aux instruments de mesure et à la métrologie légale, dont relèvent les compteurs d'eau, ont été publiés durant l'année 2016.

Le décret n°2016-769 du 9 juin 2016 et l'arrêté du 9 juin 2016 transposent en droit français la directive 2014/31/UE du 26 février 2014 et la directive 2014/32/UE du 26 février 2014. Ces deux textes abrogent à compter du 1^{er} novembre 2016 le décret n°76-130 du 29 janvier 1976 réglementant les compteurs d'eau froide.

Un rectificatif à la directive déléguée 2015/13/UE met en conformité l'annexe III de la Directive 2014/32/UE du 26 février 2014 avec la norme EN 14154 et modifie très marginalement l'étendue des débits des compteurs d'eau.

L'arrêté du 2 novembre 2016 précise les modalités d'application du décret n°2016-769 du 9 juin 2016 en modifiant différents arrêtés dont, pour les compteurs d'eau, l'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service.

Eau potable, Environnement et Biodiversité

→ *Loi Biodiversité*

Promulguée le 8 août 2016, la loi n°2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages renforce le droit de l'environnement et la protection de la biodiversité (avec l'introduction de 4 nouveaux principes généraux du droit de l'environnement, notamment les principes de solidarité écologique et de non-régression), l'introduction de la réparation du préjudice écologique dans le code civil, le mécanisme de l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages et le

nouveau dispositif de compensation des atteintes à la biodiversité Cette loi modifie par ailleurs la gouvernance de la politique de l'eau (composition des comités de bassin, attribution des aides des agences de l'eau, ...).

Le décret n°2016-1842 du 26 décembre 2016 fixe l'organisation et le fonctionnement de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB), nouvel établissement public créé par la loi du 8 août 2016. A compter du 1^{er} janvier 2017, l'AFB reprend notamment les fonctions précédemment exercées par l'ONEMA.

→ *Action de groupe*

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle crée un socle commun pour les actions de groupe applicables aux secteurs de la santé, des discriminations, de l'environnement et du traitement des données personnelles numériques. L'action de groupe est codifiée à l'art. L. 142-3-1 du code de l'environnement et peut être actionnée devant les juges judiciaires et administratifs par toutes associations, régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans, dont les statuts comportent la défense de dommages corporels ou la défense des intérêts économiques de leurs membres ou toutes associations agréées de protection de l'environnement.

→ *Zones vulnérables*

L'arrêté du 11 octobre 2016 modifie l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Cet arrêté précise les capacités de stockage des effluents d'élevage et leurs délais de mise en œuvre ainsi que les caractéristiques des « bandes enherbées » visant à limiter les fuites d'azote par ruissellement au cours des périodes pluvieuses.

→ *Substances prioritaires dans les milieux*

Une note technique du Ministère de l'Environnement du 20 janvier 2016 dresse les objectifs et les caractéristiques de la liste de vigilance européenne dans la surveillance de l'état chimique des eaux de surface ainsi que les modalités de mise en œuvre de cette liste de vigilance au niveau national pour le cycle de surveillance (2016-2017).

L'arrêté du 23 juin 2016 modifie l'arrêté du 17 décembre 2008 qui établit les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Plus précisément, l'arrêté explicite les principes à prendre en considération pour l'établissement des valeurs seuils dans les situations particulières de « fond géochimique naturel » élevé et ajoute les nitrites et orthophosphates à la liste minimale des polluants à prendre en compte.

Eau potable et Qualité

→ *Loi Santé*

La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la « modernisation de notre système de santé » comporte trois articles dédiés plus ou moins directement aux usages de l'eau.

- 💧 L'article 51 introduit une réglementation sur les brumisateur visant à encadrer le risque « légionnelle » ;
- 💧 L'article 52 crée un régime de sanctions pour les gestionnaires d'eau de baignade pour les installations privatives situées dans les établissements recevant du public (ERP – typiquement hôtel) ;
- 💧 L'article 204 autorise le Gouvernement à légiférer par ordonnances afin de permettre l'utilisation d'eau non destinée à la consommation humaine lorsque la qualité de l'eau n'a pas d'effet sur la santé des usagers ou sur la salubrité des denrées alimentaires finales.

→ *Traitement des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH)*

Deux avis de la Direction Générale de la Santé publiés au JO du 15 juin 2016 dressent la liste des attestations de conformité sanitaire émises par les laboratoires habilités par le ministère chargé de la santé pour, d'une part, les réacteurs équipés de lampes à rayonnements ultra-violet et, d'autre part, les modules de filtration membranaire utilisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine.

Le décret n°2016-859 du 29 juin 2016 détaille les procédures d'approbation, de mise à disposition sur le marché ainsi que de déclaration des produits et des substances actives biocides en application du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012. En France, l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) est désormais en charge de la délivrance, la modification et le retrait des autorisations de mise sur le marché dont, notamment, les produits de désinfection utilisés dans le traitement de l'eau potable.

→ *Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)*

Agrément des laboratoires.

L'arrêté du 5 juillet 2016 constitue une mise à jour technique et réglementaire qui fixe les conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux.

Surveillance des eaux superficielles.

L'arrêté du 24 décembre 2015 modifie l'arrêté du 11 janvier 2007 qui fixe le programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire et détaille le programme d'analyses supplémentaires effectuées à la ressource pour les eaux superficielles dont le débit prélevé est supérieur ou égal à 100 m³/jour.

Ce programme correspondant au programme d'analyses additionnel (« RSadd ») par rapport au programme réalisé sur la ressource en eau. Il consiste en l'analyse de plusieurs paramètres selon une fréquence définie en fonction du débit prélevé à la ressource. Ce programme, initialement lancé en 2010, doit être reconduit tous les six ans. Le programme révisé comporte 10 substances supplémentaires (9 pesticides et l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)). Pour ces nouveaux paramètres, la première analyse doit être réalisée avant le 31 décembre 2018.

→ *Mesures de gestion*

Présence de tétrachloroéthylène et trichloréthylène dans l'EDCH.

Dans l'instruction DGS/EA4/2015/356 du 4 décembre 2015 (mise en ligne le 5 janvier 2016), la DGS détaille les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation pour la somme des concentrations en tétrachloroéthylène et en trichloréthylène.

Cette instruction précise les mesures correctives à mettre en place afin de rétablir la qualité de l'eau selon les seuils de concentrations observées et la présence concomitante (ou non) de tétrachloroéthylène et de trichloréthylène.

Lutte contre le saturnisme infantile.

Dans une instruction du 21 septembre 2016, la Direction Générale de la Santé rappelle le dispositif législatif et réglementaire visant à lutter contre le saturnisme infantile et à réduire les expositions au plomb de toute nature (sols, poussières, aliments et eau du robinet). Dans le domaine de l'eau de boisson, l'instruction fixe à 20 µg/L le seuil de concentration en plomb déclenchant un dépistage du saturnisme dans la population des enfants de moins de 7 ans et chez les femmes enceintes.

7.7. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonné domestique ou assimilé :

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Client (abonné) :

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des clients particuliers individuels et collectifs divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/client/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ◆ 0 % : aucune action ;
- ◆ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ◆ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ◆ 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- ◆ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ◆ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ◆ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation ($m^3/j/km$) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à $2 Mm^3/an$ où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de clients mensualisés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de clients prélevés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de $1\ 000 m^3/j$: pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de clients) rapporté au nombre total de clients, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

7.8. Attestations d'assurance

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE** société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33 – 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 Rue La Boétie
75008 PARIS

est couverte par les polices Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf », portant d'une part le numéro **2016/FR/PDBI/0001** par **CODEVE Insurance Limited Company, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefebvre 75426 Paris Cedex 09, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie - 75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1^{er} Janvier 2017** jusqu'au **31 Décembre 2017**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27 décembre 2016



**ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE**

AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefebvre 75426 Paris Cedex 9, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 399 227 354, atteste que la société :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX - 21, rue La Boétie 75008 PARIS FRANCE

Bénéficie en tant que filiale des garanties du contra n° XFR0074410LI souscrit auprès de notre Société par VEOLIA ENVIRONNEMENT et couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités couvertes au titre de ce contrat.

MONTANTS DES GARANTIES :

Responsabilité Civile Exploitation :

Tous dommages confondus (y compris frais de défense, avocats & experts) corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non : EUR 10 000 000 par sinistre.

Responsabilité Civile Après livraison / Réception / Responsabilité Civile Professionnelle :

Tous dommages confondus (y compris frais de défense, avocats & experts) corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non : EUR 10 000 000 par sinistre et par année d'assurance.

Il est précisé que les montants de garanties :

Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés au contrat,

Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,

S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat.

Les termes de la présente Attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification d'une quelconque disposition du contrat d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle fait référence.

La validité de la présente attestation qui ne peut engager l'assureur au-delà des termes et limites du contrat auquel elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est délivrée pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 inclus sous réserve des possibilités de suspension et/ou de résiliation de la police au cours de la période d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

Fait sous le n° 2016/XFR0074410LI/276129 le 24/11/2016 pour faire valoir ce que de droit.

Pour AXA Corporate Solutions



La signature numérique qui suit est garante de l'authenticité de la présente attestation :

6CE62FC84B2DCB4F2B2F9479062DAF30CC7D81CB6897A946139C7C8B8E3AFC513EA90519A0894EBC27874B12CAADC4D2027F9FBF6F78AE26D74FAC620F9232D7F0DFC72C190931313EC9F8ABE44C08376BE895FAB81F82CF2E3DBA9709CCF433FB70D0652DFB72CE3A08F12EA508E6C90A9699738DACC6FB501A928490CF287D787EB617E66AED9BD2A4A39A549AF40FE4C92D8A7CD857579BC221205CC4222623686146462D82F43E8AF3D5E9F80F73D2DAB18DF495C407E6FF4B8CF84A1690A08B1665B7C7918064744B34B653E149F4F1484A4A81A24151818FFD3C33AECF6166283158EBBAD9E60FDBF1983430D4D90306F4E3F69D19E204BB030D44DE6 Nom de l'autorité de certification : 731381524791532570041569836458679631366162427061 Numéro de série certificat : C=FR&O=Certinomis/OU=0002433998903/CN=Certinomis - AA et Agents

AXA Corporate Solutions Assurance - 4, Rue Jules Lefebvre - 75426 PARIS CEDEX 09, FRANCE

Tél : +33 1 56 92 80 00 - Fax : +33 1 56 92 80 01 - www.axa-corporatesolutions.com

Société Anonyme de droit français, régie par le code des Assurances au capital de 190 069 080 € - 399 227 354 RCS Paris TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354 Opérations d'assurance et de réassurance exonérées de TVA - art 261-C cgt

**ATTESTATION D'ASSURANCE
AU TITRE DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX**

AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefebvre 75426 Paris Cedex 9, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 399 227 354, atteste que la société :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX - 21, rue La Boétie 75008 PARIS FRANCE

bénéficie des garanties du contrat d'assurance N° XFR0074459LI souscrit auprès de notre Société par VEOLIA ENVIRONNEMENT et couvrant les conséquences pécuniaires de sa Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement, lorsque les dommages résultent d'Atteintes à l'Environnement consécutifs à des faits fortuits prenant naissance sur les sites lui appartenant ou qu'il exploite.

MONTANTS DES GARANTIES :

L'engagement de l'Assureur, toutes garanties confondues, ne peut excéder 10.000.000 EUR, pour l'ensemble des sinistres réglés au titre d'une même année d'assurance.

Responsabilité Civile Atteintes à l'Environnement : 10.000.000 EUR par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

La présente attestation est délivrée pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la garantie prévues au contrat.

Sa validité, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites du contrat auquel elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que ces derniers doivent être obligatoirement souscrits auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait sous le n° 2016/XFR0074459LI/276335 , pour valoir ce que de droit le 24/11/2016
Pour AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE



La signature numérique qui suit est garante de l'authenticité de la présente attestation :
85A59B764E4E2308479214770304D7D54BFEB112F8F89E5CA25D1E702181495F3AE6B8E66EAF34FB56A66B66D9432A49736C58B96AC98494E15434E2
791FC87320BA03A8DBB08A9BEE00379015CD3452FEB3FC1E21F9A71032AFA3C51BB731EC591C2BE98286730C9247AD54AE86BF96E679ABAE2A6C7428F1
0A842547E3CC6E5A28B6448C1F638733AEF01871CEE1DD135550E667070ED2793125B4BAEDA4C4E6BCC234D5D7C8A579B49EBDKC356D5EDBEF4C429CF1
527A3FB9EBE4D8CA936540894AA3F65F46D05136C3BA5D99B9CE646045D144A61C1FA55B28B0620B57C6BE2D54F3FB11A4A6B1E34179AB3F4D87A2C0
ED934F4C25FE52CE7D1AD56B Nom de l'autorité de certification : 731381524791532570041569836458679631366162427061 Numéro de série certificat :
C=FRAO=Certinnomis/OU=0002433998903ACN=Certinnomis-AA et Agents

AXA Corporate Solutions Assurance - 4, Rue Jules Lefebvre - 75426 PARIS CEDEX 09, FRANCE
Tél : +33 1 56 92 80 00 - Fax : +33 1 56 92 80 01 - www.axa-corporatesolutions.com

Société Anonyme de droit français, régie par le code des Assurances au capital de 190 069 080 € - 399 227 354 RCS Paris TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354
Opérations d'assurance et de réassurance exonérées de TVA - art 261-C c.gj



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° ASSURE : F18746E
N° CONTRAT : 1351.000/002 83890
N° SIREN :

Pour tout renseignement contacter :
SMA SA Grands Comptes et International
56 rue Violet
75724 Paris Cedex 15
Tél. : 01.40.59.70.00
Fax : 01.40.59.70.57

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008
PARIS

**Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS
ATTESTATION D'ASSURANCE 2017**

Période de validité : du 01/01/2017 au 31/12/2017

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro F18746E 1351.000 / 002 83890.

**1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA
GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE
DECENNALE**

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités suivants : EAU ET HYGIENE PUBLIQUE – ENERGIE – FORAGE D'EAU et notamment les domaines de l'eau et de l'hygiène publique, de l'énergie (thermique et électricité), du traitement des déchets ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :

SMA SA

SMA SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance,
entreprise régie par le code des assurances au capital de 12 000 000 euros,
RCS PARIS 332 789 296
56 rue Violet – 75724 PARIS Cedex 15

www.sma-courtagage.fr



- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
- travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾⁽³⁾, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾⁽³⁾,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	<p>Marché d'entreprise 1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p>
	<p>Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance</p>
<p>Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

3/4

SMA SA

SMA SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance,
entreprise régie par le code des assurances au capital de 12 000 000 euros,
RCS PARIS 332 789 296
56 rue Violet - 75724 PARIS Cedex 15

www.sma-courtage.fr





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS

Le 03/01/2017

Le Directeur général
Par Délégation



4/4

SMA SA

SMA SA, société anonyme à directoire et conseil de surveillance,
entreprise régie par le code des assurances au capital de 12 000 000 euros,
RCS PARIS 332 789 296
56 rue Violet – 75724 PARIS Cedex 15

www.sma-courtage.fr



